



CEB

COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Rapport du Gouverneur

2018

À propos de la CEB

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une institution financière multilatérale à vocation sociale.

Fondée en 1956 par huit États membres du Conseil de l'Europe afin de trouver des solutions aux problèmes des réfugiés, elle est la doyenne des institutions multilatérales de développement européennes.

La CEB investit dans des projets sociaux qui promeuvent l'inclusion et contribuent à améliorer les conditions de vie des populations européennes les plus vulnérables.

La CEB accorde des prêts et des garanties à ses 41 États membres pour financer des projets répondant à un certain nombre de critères. Les Gouvernements, les collectivités locales ou régionales et les institutions financières sont autant d'emprunteurs potentiels. Les demandes de prêt sont soumises à un examen rigoureux, et les projets s'y rapportant sont conçus et mis en œuvre dans le respect des politiques sectorielles nationales, le cas échéant.

Bien que la CEB procède d'un Accord Partiel entre des États membres du Conseil de l'Europe, elle possède une personnalité juridique distincte et est indépendante financièrement. Elle partage les principes et les valeurs du Conseil de l'Europe, lequel défend et promeut les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit.

Projets et prêts

Attentive à l'impact social des projets qu'elle finance, la CEB veille en particulier à leur qualité. L'assistance technique et le suivi qu'elle assure pendant tout le cycle des projets sont essentiels à l'efficacité de leur préparation et de leur mise en œuvre.

Un suivi rigoureux et des visites sur site permettent, une fois le financement d'un projet mis en place, de contrôler l'avancement physique des travaux, le respect des estimations de coûts et des procédures de passation des marchés, ainsi que la concrétisation des objectifs sociaux escomptés du projet. Un rapport final est élaboré à l'issue du projet. Une fois terminés, certains projets sont soumis à une évaluation indépendante.

Ressources

La CEB lève des fonds sur les marchés internationaux de capitaux pour se financer. Elle dispose également de ressources qui lui sont confiées par différents donateurs, membres ou non de la Banque.

Grâce à son excellente notation (AAA chez Standard & Poor's, perspective stable*, Aa1 chez Moody's, perspective stable et AA+ chez Fitch Ratings, perspective stable), la Banque emprunte à des conditions avantageuses, ce qui permet d'abaisser significativement le coût des prêts contractés par ses emprunteurs pour financer leurs projets sociaux.

* Le 15 février 2019, Standard & Poor's a relevé la notation de la CEB, de "AA+, perspective positive" à "AAA, perspective stable".





Sommaire

2 À propos de la CEB

4 L'année 2018 en bref

5 Message du Gouverneur

6 Financement de projets

8 Soutien à la croissance durable et inclusive

13 Intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants

16 Action pour le climat : développement de mesures d'atténuation et d'adaptation

19 Mesurer et renforcer l'impact social

22 Partenariats et Donateurs

23 Partenariats

25 Donateurs

28 Activités financières en 2018

29 Portefeuilles de trésorerie

29 Produits dérivés

30 Financement de l'activité en 2018

32 Gouvernance et Ressources humaines

33 Structure de gouvernance

34 Organigramme

35 Contrôle de la conformité

35 Audit interne

36 Évaluation

36 Responsabilité sociale d'entreprise (RSE)

37 Ressources humaines

38 Annexes projets et prêts

43 Notes au lecteur

L'année 2018 en bref

Un niveau d'activité toujours élevé, avec des objectifs du Plan de développement atteints

€ 2,8 milliards
de décaissements

+20,5%
par rapport à 2017

Accent accru sur la collaboration avec les autorités locales (municipales) et régionales

€ 14,6 milliards
d'encours de prêts

€ 3,9 milliards
de projets approuvés en vue de financer

Élargissement des partenariats et des activités de sensibilisation

€ 10,9 milliards
d'investissements totaux dans 20 États membres à travers l'Europe

€ 4,9 milliards
levés sur les marchés de capitaux internationaux, dont € 500 millions sous forme d'obligations d'inclusion sociale

Standard & Poor's	AAA, perspective stable*
Fitch Ratings	AA+, perspective stable
Moody's	Aa1, perspective stable
ISS-oekom	B- (*"Prime"*)
Sustainalytics	*"Outperformer"*

Un environnement propice à l'égalité des sexes (certification EDGE)

206 collaborateurs

55% de femmes

33 nationalités

45% d'hommes

* Le 15 février 2019, Standard & Poor's a relevé la notation de la CEB de 'AA+, perspective positive' à 'AAA, perspective stable'.



Message du Gouverneur

J'ai le plaisir de partager avec vous ce rapport annuel qui donne une vue d'ensemble des activités de la CEB en 2018, une année marquante pour la Banque.

La CEB a approuvé € 3,9 milliards de nouveaux prêts destinés à des projets sociaux, ce qui égale le chiffre record de l'an dernier et permet de générer au total € 10 milliards d'investissements à travers l'Europe. Les décaissements ont quant à eux progressé de plus de 20% par rapport à 2017, et € 4,9 milliards ont été levés sur les marchés de capitaux. En réponse à une importante demande de financement durable, la CEB a lancé sa deuxième obligation d'inclusion sociale en 2018, qui a suscité beaucoup d'intérêt.

Tout ceci atteste la résilience de la CEB et sa capacité à produire de solides résultats, et ce, même dans un environnement difficile où les États membres sont confrontés à des défis permanents.

En 2018, la majeure partie de l'activité de projets s'est concentrée sur les secteurs sociaux qui sont au cœur de notre Plan de développement actuel. On peut citer le renforcement de l'emploi, notamment à travers le financement de micros, petites et moyennes entreprises ; la contribution au développement des infrastructures publiques, en particulier dans des domaines essentiels tels que la santé, l'éducation et le logement, et le soutien à l'action pour le climat, grâce à des projets visant à réduire les émissions de CO_2 et à améliorer la résilience des collectivités face au changement climatique.

Le soutien aux migrants, réfugiés et personnes déplacées demeure un domaine d'action majeur de la CEB. C'est ainsi que le Programme régional de logement (RHP) et le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) ont confirmé leurs bons résultats en 2018, grâce au soutien indéfectible des donateurs et à une excellente collaboration avec les partenaires de la CEB.

Courant 2018, la CEB a continué d'élargir sa coopération avec d'autres organisations internationales et institutions financières. Cela s'est traduit par des initiatives conjointes telles que le réseau "100 Resilient Cities" (100 villes résilientes), le Partenariat pour l'inclusion des migrants et des réfugiés et le réseau *Harmonized Indicators for Private Sector Operations* (HIPSO). La Banque a également obtenu le statut d'observateur permanent auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et a organisé, à Paris, une conférence ayant pour thème "L'investissement social pour une Europe prospère et résiliente", en collaboration avec le groupe Caisse des dépôts.

La réforme interne de la CEB s'est poursuivie à un rythme soutenu, et des avancées significatives ont été réalisées dans plusieurs domaines comme la réorganisation de notre propre structure pour en renforcer l'efficacité, le recrutement à des postes clés de l'institution, ainsi que les mesures prises pour favoriser et promouvoir la cohésion interne, la diversité et l'égalité hommes/femmes.

La CEB et ses agents attachent une grande importance à l'ensemble des aspects de la responsabilité sociale d'entreprise. L'exigence environnementale est intégrée non seulement dans les critères rigoureux appliqués à la sélection et au suivi de nos opérations de financement mais aussi dans tous les aspects des activités de la CEB. À titre d'exemple, la Banque assure un suivi étroit de son empreinte carbone et met tout en œuvre pour la minimiser. Je suis heureux de constater que nos efforts continuent d'être reconnus. En 2018, les agences de notation extra-financière ISS-oekom et Sustainalytics nous ont réitéré leur confiance, la première ayant maintenu notre statut *"Prime"* et revu notre notation à la hausse, tandis que la seconde a confirmé la Banque en tant que *"Outperformer"*. Pour en savoir plus, nous vous invitons à parcourir notre Rapport 2018 sur la responsabilité sociale d'entreprise.

La CEB demeure pleinement résolue à remplir sa mission sociale en Europe, et j'ai bon espoir que la Banque renouvelle de solides résultats en 2019.

Paris, le 27 février 2019
Rolf WENZEL



Financement de projets



* La liste complète des États membres de la CEB figure dans les Notes au lecteur page 43.



Faits marquants

En 2018, la CEB a approuvé € 3,9 milliards de prêts en faveur de 20 pays membres. À long terme, ces prêts permettront la réalisation de € 10,9 milliards d'investissements au total dans toute l'Europe.

45 **projets dans 20 pays***

€ 10,9 **milliards** d'investissements au total

€ 3,9 **milliards** de prêts approuvés

Améliorer les services municipaux et renforcer la résilience aux changements climatiques

Pays-Bas

Prêt : € 300 millions
Emprunteur : Nederlandse Waterschapsbank (NWB)
Bénéficiaires ciblés : Municipalités, administrations des eaux, associations de logement et institutions du secteur de la santé, de l'éducation, de la protection de l'environnement et des transports publics

Effets attendus : amélioration des conditions de vie pour les habitants de tout le pays

Ce prêt plurisectoriel de la CEB doit aider les Pays-Bas à faire face à des défis sociaux et climatiques grâce au financement partiel d'investissements publics regroupés sous trois "piliers" :

- social : écoles maternelles et primaires, logements sociaux, complexes médicaux, centres culturels et sportifs, et infrastructures de transport en commun ;
- efficacité énergétique : investissements dans les énergies renouvelables (rénovation ou modernisation de centrales hydroélectriques et de barrages d'irrigation, énergie solaire, biomasse et énergie éolienne terrestre géothermique), les infrastructures de chauffage ou de refroidissement et la rénovation de bâtiments ;
- eau : mesures d'atténuation et d'adaptation face aux changements climatiques, systèmes d'approvisionnement en eau et de distribution d'eau, investissements destinés à renforcer la résilience et à faire face aux situations d'urgence, et systèmes de traitement des eaux usées.

Une cinquantaine de sous-projets visant à renforcer et à moderniser des infrastructures publiques devraient contribuer à l'amélioration des conditions de vie des habitants sur tout le territoire, particulièrement celles des ménages à faible revenu et des groupes vulnérables, tels que les personnes âgées, les personnes handicapées, les sans-abris, les migrants et les réfugiés.

Soutien à la croissance durable et inclusive

Les investissements de la CEB visent à soutenir une croissance durable et inclusive, ainsi que le partage équitable des gains économiques entre tous les citoyens. Les projets financés par la Banque au titre de cette ligne d'action ciblent le développement d'infrastructures publiques à vocation sociale, la création d'emplois et leur préservation, l'accès au marché du travail, des solutions de logements abordables et l'aide à l'intégration à long terme des groupes vulnérables.

Dans ce cadre, les prêts de la CEB soutiennent de plus en plus souvent des solutions intégrées, qui mêlent étroitement les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques avec des plans de développement d'infrastructures et de services municipaux, et des actions visant tout particulièrement les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées. Par conséquent, les prêts approuvés dans le cadre de cette ligne d'action (Croissance durable et inclusive) peuvent parfois se superposer dans une certaine mesure à ceux associés aux deux autres (Intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants, et Action pour le climat).

En 2018, la CEB a approuvé 40 prêts destinés, pour ou partie, à soutenir une croissance durable et inclusive. Plusieurs de ces prêts ont été accordés à de nouveaux emprunteurs, notamment des municipalités et des régions confrontées à des défis sociaux complexes et de longue durée. L'augmentation du nombre d'emprunteurs témoigne de l'engagement de la Banque en faveur du développement de villes et de régions européennes inclusives et durables et de l'attention particulière qu'elle accorde à l'inclusion sociale et économique, à l'amélioration des conditions de vie et à la promotion de la diversité.

Les financements de la CEB en faveur de cette ligne d'action permettent :

- **L'accès des TPE-PME à des solutions de financement abordables.** En 2018, la CEB a consacré € 1,1 milliard au financement des TPE-PME. Ces fonds permettront aux bénéficiaires de créer une nouvelle entreprise ou de développer une entreprise existante en capitalisant sur les nouvelles technologies, l'innovation et l'optimisation des processus (notamment l'amélioration de l'efficacité énergétique). Comme en 2017, le crédit-bail compte parmi les solutions de financement soutenues par les prêts de la CEB, à raison de 6 prêts approuvés l'an dernier en faveur d'institutions de crédit-bail en Europe. En outre, les financements approuvés en 2018 cibleront les microentreprises et les ménages à faible revenu qui, sinon, n'auraient pas eu accès à d'autres facilités de crédit formelles.



€ 3,4
milliards de prêts approuvés

€ 8
milliards investis au total

Favoriser la création d'emplois

Espagne

Prêt : € 100 millions
Emprunteur : Nuevo MicroBank
Bénéficiaires ciblés : Entrepreneurs, professionnels indépendants, microentreprises et individus/familles en situation de vulnérabilité

L'Espagne est toujours confrontée à un taux de chômage nettement supérieur à la moyenne de l'UE-28. Le constat est le même du côté des jeunes. Les TPE-PME, qui représentent environ trois-quarts du gisement d'emplois en Espagne, ne se sont pas encore complètement remises de la crise financière de 2008-2009. Ce prêt aidera l'Espagne à faire face aux problèmes du chômage en lui permettant de mobiliser les ressources financières nécessaires au démarrage, à la consolidation ou au développement d'une entreprise, et donc à la création ou au maintien d'emplois. Ce prêt permettra de doubler les facilités de crédit accordées à Nuevo MicroBank en 2017 et ciblera prioritairement les personnes et les familles vulnérables qui n'ont pas accès à un système de crédit formel. Ses retombées devraient être du même ordre que celles du prêt de 2017, qui a permis à ce jour de créer et préserver plus de 6 600 emplois, dont 37% en faveur de femmes et de migrants.

- **L'amélioration des infrastructures et des services municipaux.** En 2018, 12 prêts ont été approuvés en vue de soutenir des stratégies de développement nationales, régionales et municipales. Ces prêts concernent principalement des actions multisectorielles axées sur le développement des transports publics urbains et régionaux, les solutions de mobilité durable, la gestion résiliente des déchets et les systèmes de distribution d'eau et de collecte des eaux usées ou le logement abordable pour les personnes à faible revenu.

- **La construction d'hôpitaux et d'établissements de soins permanents pour les personnes âgées et les handicapés, ainsi que l'acquisition d'équipements médicaux modernes et d'ambulances.** En 2018, la CEB a approuvé 9 prêts, d'une valeur totale de € 0,5 milliard, destinés à soutenir la construction et la réhabilitation/l'extension des établissements médicaux existants, l'achat d'équipements performants ainsi que la recherche de pointe en matière de traitement du cancer.

- **Un environnement propice à un enseignement de qualité.** Les prêts approuvés par la CEB en 2018 en faveur de l'éducation s'élèvent à € 0,5 milliard et devraient permettre de générer plus du double de ce montant en termes d'investissements. Les financements de la Banque permettront d'agrandir les écoles et les crèches afin de répondre aux besoins actuels et futurs, ainsi que de soutenir la recherche médicale, scientifique et technique de pointe s'agissant des universités de Hongrie (Budapest et Pécs) et Lettonie (Riga). Plus de 30 000 étudiants et membres du personnel universitaire tireront parti de ces investissements dans un avenir proche, pour renforcer ainsi la compétitivité économique de leur pays.

- Le développement d'**installations sportives et culturelles** et l'extension des **services à la collectivité.** Six prêts approuvés en 2018 concernent la construction et la réhabilitation d'installations sportives et culturelles et l'extension des services à la collectivité. Ces investissements devraient contribuer au bien-être des populations locales en général, tout en visant plus particulièrement l'intégration de groupes de populations vulnérables, notamment les migrants et les réfugiés.

- Des **conditions de détention** dignes grâce à des infrastructures conformes aux Règles pénitentiaires européennes (RPE) et une formation adaptée du personnel concerné. Le prêt approuvé en 2018 dans ce secteur permettra d'ajouter 1 900 places aux centres de détention roumains actuellement surpeuplés et de dispenser la formation aux RPE à plus de 1 300 membres du personnel pénitentiaire.





Améliorer la connectivité et le niveau de vie à l'échelle régionale

Pologne

Prêt : € 43 millions
Emprunteur : Région des Basses-Carpates
Bénéficiaires ciblés : les habitants, les entreprises et les touristes de la région

La région des Basses-Carpates (Podkarpackie), caractérisée par des inégalités intra régionales enracinées et une connexion insuffisante avec les marchés internationaux et nationaux, est l'une des provinces les moins favorisées de Pologne. Ce prêt vise à remédier à ces inégalités et à soutenir la stratégie de développement de la région pour 2020. Il servira à financer la modernisation et l'extension du réseau routier régional et de l'infrastructure ferroviaire, les mesures de protection du patrimoine culturel et la mise en place d'établissements de santé polyvalents, y compris d'un centre régional d'oncologie. Ces investissements multisectoriels ouvriront aux 2,1 millions d'habitants de nouvelles voies de croissance économique et offriront de meilleures conditions de vie aux personnes vulnérables, telles que les personnes souffrant de maladies chroniques. Ce financement de la CEB complète les subventions accordées par l'Union européenne.



Moderniser des centres scolaires et sportifs

Finlande

Prêt : € 60 millions
Emprunteur : commune de Tampere
Bénéficiaires ciblés : les enfants et leurs parents, les professeurs et les personnes âgées

Tampere est la troisième plus grande ville de Finlande, avec une population de près de 250 000 habitants en plein essor, dont un nombre toujours plus élevé de migrants et de réfugiés. Ce prêt aidera les autorités locales à mettre en œuvre la stratégie d'investissement de la municipalité à l'horizon 2025 qui est axée sur la construction ou la rénovation des infrastructures éducatives, en particulier des écoles et des crèches. Il permettra également de financer les services collectifs et les installations sportives. Il tirera parti d'un accord précédemment conclu avec Tampere dans le même but et bénéficiera à plus de 230 000 personnes.

Les investissements de la CEB visent à soutenir une croissance durable et inclusive, ainsi que le partage équitable des gains économiques entre tous les citoyens.

Intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants

L'aide aux réfugiés, aux migrants et aux personnes déplacées est l'une des priorités statutaires de la CEB. Le soutien accordé par la Banque au titre de cette ligne d'action revêt plusieurs formes : l'aide d'urgence, comme les centres d'hébergement, le financement à long terme des infrastructures locales, les logements décents et abordables, l'apprentissage des langues, le développement des compétences et la création d'emplois.

Les actions à long terme font souvent partie de programmes plurisectoriels intégrés. En 2018, la CEB a approuvé plusieurs prêts qui contribueront, entièrement ou pour partie, à l'intégration de réfugiés, des migrants et de groupes vulnérables (Roms, Sinté, Caminanti, sans-abris, chômeurs de longue durée, victimes de violence sexiste ou encore personnes handicapées). Ces fonds permettront de construire des infrastructures adéquates, de donner des chances égales d'accès à l'éducation et à la formation professionnelle, d'améliorer les compétences en matière d'entrepreneuriat et d'offrir aux TPE-PME un financement abordable. Les bénéficiaires ainsi visés en Allemagne, en Italie, en Roumanie et en Espagne auront ainsi la possibilité d'apporter leur pleine contribution à la société.

Deux prêts approuvés en 2018 ont été rendus possibles grâce à une garantie partielle du Compte de dividendes sociaux de la CEB et à l'octroi de fonds supplémentaires provenant de comptes de donateurs gérés par la CEB, tels que le Compte slovaque pour la croissance inclusive. Les prêts relevant de cette ligne d'action viennent compléter les activités menées avec des subventions de l'Union européenne, de l'Espace économique européen (EEE) et de la Norvège, ainsi qu'avec celles du Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF) géré par la CEB.



€ 109
millions de prêts approuvés

€ 250
millions investis au total

Moderniser des infrastructures en faveur d'une éducation inclusive et de qualité

Allemagne

Prêt : € 80 millions
Emprunteur : Ville de Nuremberg
Bénéficiaires ciblés : Élèves et professeurs de la ville de Nuremberg

Ce prêt de la CEB aidera la ville de Nuremberg à faire face à l'augmentation constante de sa population, à l'évolution récente des exigences en matière d'éducation et à la nécessité de réhabiliter des infrastructures éducatives vieillissantes. Il permettra de construire et de réhabiliter, notamment au moyen d'infrastructures et d'outils informatiques modernes, 50 établissements scolaires et centres pour la petite enfance. Grâce à ces investissements, il sera possible de créer des salles de classe supplémentaires, de répondre à la demande pour des écoles qui accueillent les enfants toute la journée en construisant des cafétérias et d'autres espaces communs, et d'offrir à un nombre croissant d'élèves et d'étudiants une éducation inclusive et de qualité. Une bonne partie des investissements bénéficiera à des familles de migrants originaires de l'Union européenne ou non, ainsi qu'aux réfugiés et aux demandeurs d'asile en provenance de Syrie et d'Irak.

Les activités de prêt seront complétées par un don du MRF de € 600 000, approuvé en 2018 par la CEB en faveur de Noris-Arbeit, l'agence municipale pour l'emploi de Nuremberg. Ce don couvrira le coût de la formation (langue et développement des compétences) dispensée aux migrants, aux réfugiés et aux chômeurs de longue durée ayant des besoins éducatifs fondamentaux. Les cours seront dispensés dans des lieux informels et mobiles afin de faciliter l'accès des participants et leur intégration dans la société.



Facilités de microcrédit pour les groupes vulnérables

Italie

Prêt : € 7 millions
Emprunteur : PerMicro S.p.A.
Bénéficiaires ciblés : 500 TPE-PME et familles vulnérables

Les TPE-PME représentent environ 70% du gisement d'emplois en Italie, tandis que les microentreprises (entreprises de moins de 10 employés) rassemblent près de la moitié de la main-d'œuvre du secteur des entreprises non financières. Ce prêt de la CEB aide PerMicro à accorder des facilités de crédit aux sociétés et aux familles qui ont un accès limité, voire inexistant, au système bancaire standard, de façon à leur permettre de créer une nouvelle entreprise ou de développer une entreprise déjà existante. Les prêts peuvent également servir à couvrir les dépenses de santé, de logement et d'éducation des familles vulnérables, en particulier des migrants et des réfugiés.

Le prêt est assorti d'une garantie du Compte de dividendes sociaux de la CEB d'un montant de € 2 millions.

Le **Compte de dividendes sociaux** est principalement alimenté par des contributions spécifiques prélevées sur les résultats annuels de la CEB, conformément aux décisions des États membres de la Banque. Il est utilisé pour soutenir des projets à fort impact social, par le biais d'une assistance technique, de garanties de prêt, de bonifications d'intérêts et d'aides à l'investissement. Fin 2018, les ressources disponibles s'élevaient à € 18,4 millions.

Outre les activités de prêt menées en 2018 au titre de cette ligne d'action, la CEB a continué d'aider les personnes vulnérables déplacées lors des conflits qui ont frappé l'ex-Yougoslavie dans les années 1990 à trouver des solutions de logement appropriées, par l'intermédiaire du **Programme régional de logement (RHP)** qui est financé par plusieurs donateurs.

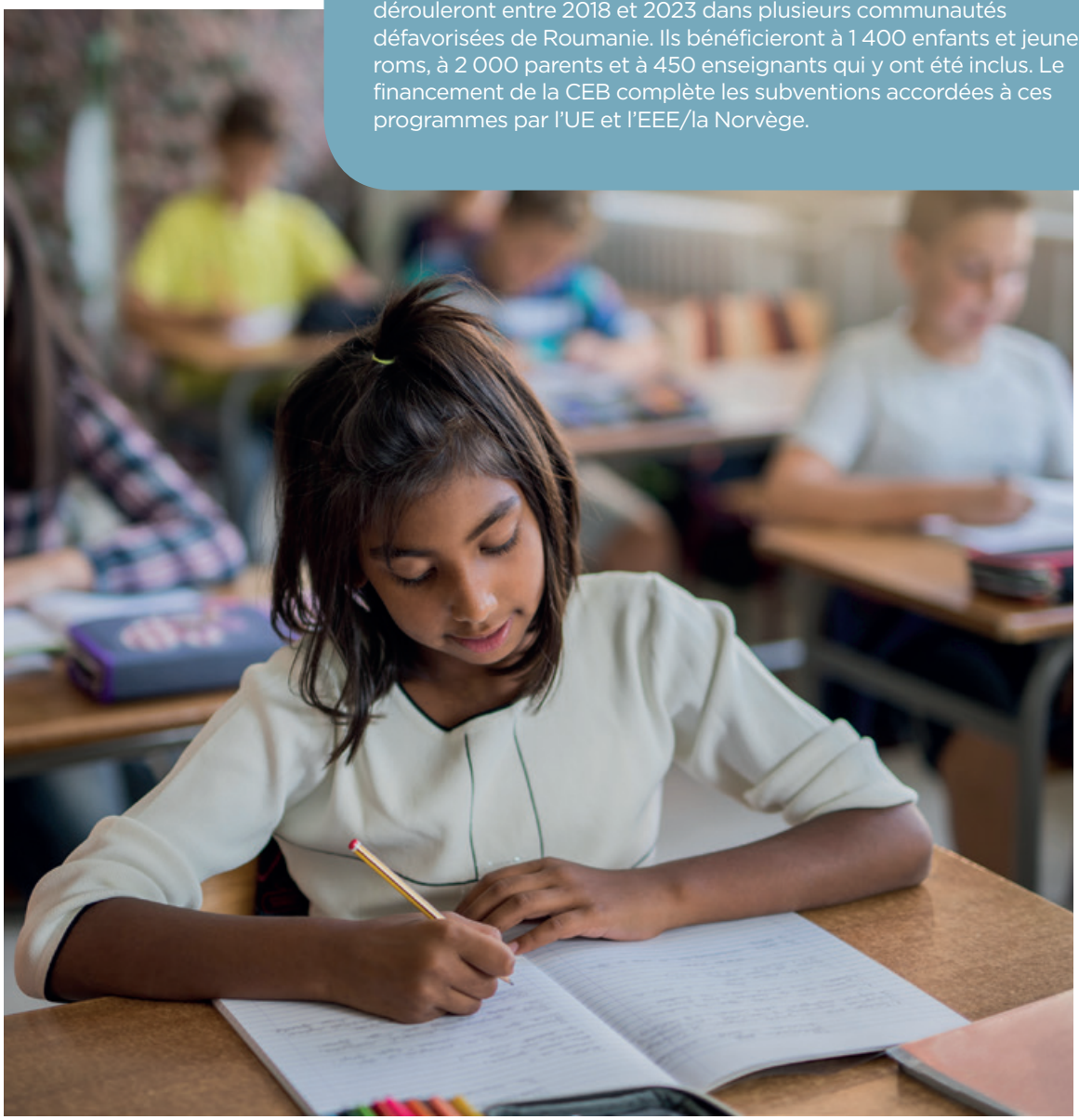
Le présent rapport, dans la partie consacrée aux donateurs, fournit davantage de détails sur le RHP ainsi que sur les activités du **Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF)** en 2018.

Soutien aux programmes d'éducation en faveur des Roms

Roumanie

Prêt : € 2 millions
Emprunteur : Roma Education Fund
Bénéficiaires ciblés : Enfants et jeunes, roms ou non, issus de communautés défavorisées, leurs parents et leurs enseignants

Quelque 1,85 million de Roms vivent en Roumanie. Moins de 40% des enfants et des jeunes roms suivent un programme d'éducation, tandis que plus de 70% d'entre eux sont en décrochage scolaire, soit un taux plus de trois fois supérieur à celui du reste de la population pour la même tranche d'âge. Le prêt de la CEB, obtenu moyennant une garantie partielle du Compte de dividendes sociaux de la Banque, financera trois programmes d'éducation formelle et non formelle, destinés à réduire et à prévenir le décrochage scolaire, ainsi qu'à améliorer l'accès à un apprentissage de qualité. Ces programmes se dérouleront entre 2018 et 2023 dans plusieurs communautés défavorisées de Roumanie. Ils bénéficieront à 1 400 enfants et jeunes roms, à 2 000 parents et à 450 enseignants qui y ont été inclus. Le financement de la CEB complète les subventions accordées à ces programmes par l'UE et l'EEE/la Norvège.



Action pour le climat : développement de mesures d'atténuation et d'adaptation

La CEB soutient des projets visant à réduire les émissions de carbone et à renforcer la résilience des communautés face aux conséquences du changement climatique. Elle s'attache également, avec ses partenaires, à intégrer les questions climatiques dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des projets. À cette fin, et pour permettre la mise en conformité de ses opérations avec l'Accord de Paris, la CEB a instauré un système de sélection et de suivi des projets qui promeut les principes suivants :

- veiller à ce que les projets soient alignés sur les mesures nationales de réduction des émissions ;
- identifier les risques climatiques physiques et assurer la résilience accrue des projets au changement climatique ;
- donner la priorité au financement de la lutte contre le changement climatique, le cibler et en rendre compte ;
- examiner, suivre et rendre compte sur la base d'indicateurs du changement climatique.

€ 0,9
milliard de prêts approuvés

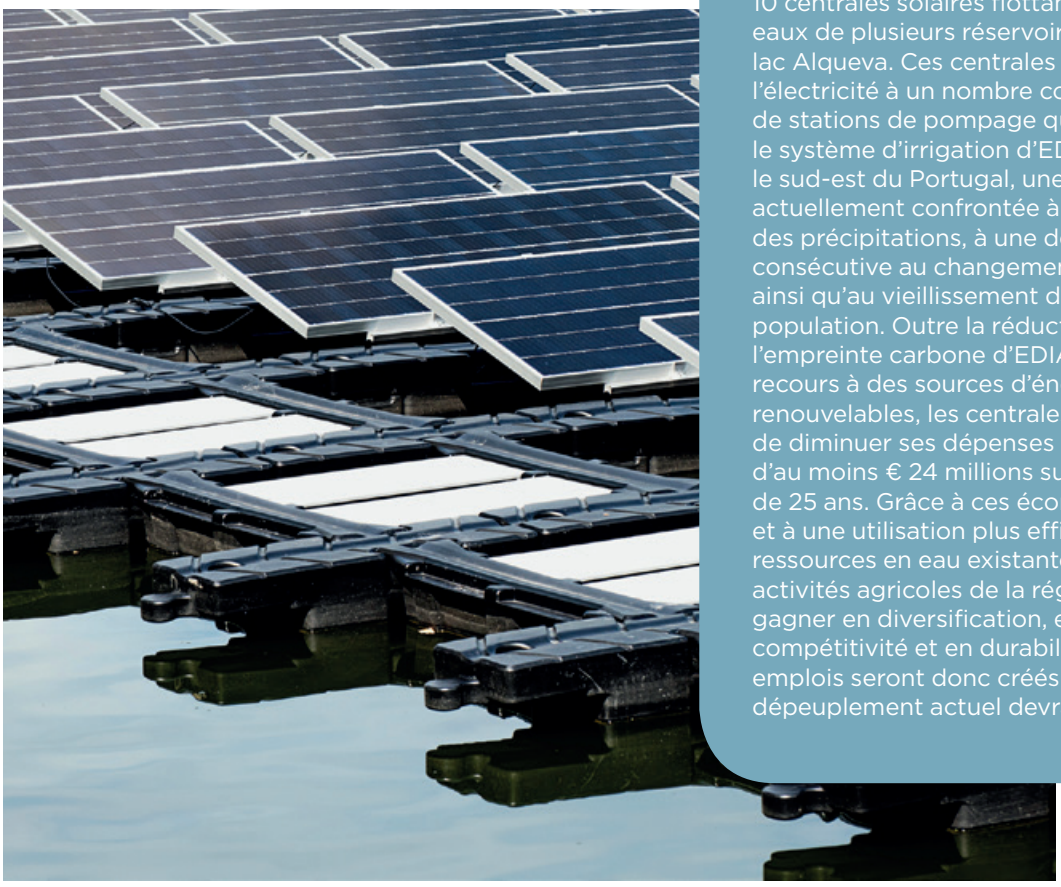
€ 2,7
milliards investis au total

Centrales solaires flottantes au service des systèmes d'irrigation

Portugal

Prêt : € 45 millions
Emprunteur : Empresa de Desenvolvimento e Infra-estruturas do Alqueva S.A (EDIA)
Bénéficiaires ciblés : Agriculteurs du sud-est du Portugal

Ce projet comprend l'installation de 10 centrales solaires flottantes sur les eaux de plusieurs réservoirs autour du lac Alqueva. Ces centrales fourniront de l'électricité à un nombre correspondant de stations de pompage qui alimentent le système d'irrigation d'EDIA dans le sud-est du Portugal, une région actuellement confrontée à l'irrégularité des précipitations, à une désertification consécutive au changement climatique, ainsi qu'au vieillissement de sa population. Outre la réduction de l'empreinte carbone d'EDIA par le recours à des sources d'énergie renouvelables, les centrales permettront de diminuer ses dépenses énergétiques d'au moins € 24 millions sur une période de 25 ans. Grâce à ces économies et à une utilisation plus efficace des ressources en eau existantes, les activités agricoles de la région pourront gagner en diversification, en compétitivité et en durabilité. Des emplois seront donc créés et le dépeuplement actuel devrait ralentir.





Services d'approvisionnement en eau et d'assainissement avec une empreinte carbone réduite

République slovaque

Prêt : € 50 millions
Emprunteur : Bratislava Water Company (BWC)
Bénéficiaires ciblés : 721 000 usagers connectés aux systèmes

Le prêt de la CEB financera le remplacement progressif du réseau de canalisations, qui date des années 1970, ainsi que le renouvellement des infrastructures de traitement des eaux usées appartenant à BWC. Ces améliorations permettront de réduire les pertes d'approvisionnement en eau, d'empêcher toute interruption de la distribution d'eau et de réduire la consommation énergétique actuelle d'environ 30%.

Ce prêt constitue le premier financement direct de la CEB, à l'échelle infranationale, accordé à une société publique des eaux en Europe et le premier programme de la Banque dans le secteur de l'eau en République slovaque. Il contribuera à combler l'écart entre la région desservie par BWC et les autres capitales européennes en termes de niveau de service. Le projet permettra également à la République slovaque d'atteindre ses objectifs relatifs à la qualité des eaux pour mieux répondre à la Directive-cadre sur l'eau de l'Union européenne. Il bénéficiera d'un don prélevé de la part du Compte espagnol pour la cohésion sociale, qui couvrira les coûts d'élaboration d'un modèle financier et d'un plan d'investissement et de financement pluriannuel, assorti d'objectifs sociaux et environnementaux.

Étant donné son mandat social, la CEB a pour vocation de soutenir des projets de lutte contre le changement climatique socialement inclusifs. Autrement dit, la Banque s'attache à optimiser les avantages sociaux lorsqu'elle finance des projets d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique.

En 2018, la CEB a approuvé au titre de cette ligne d'action près de € 1 milliard de prêts, dont € 629 millions affectés spécifiquement au financement de la lutte contre le changement climatique. Une part importante de ces fonds est consacrée aux mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique des infrastructures résidentielles, industrielles et municipales ou est intégrée à des programmes d'investissement plus vastes, entrepris par les régions et les municipalités, qui visent à renforcer les capacités des infrastructures et à améliorer les conditions de vie générales dans les zones urbaines et rurales.

Trois prêts au titre de cette ligne d'action se concentrent sur les TPE-PME qui, en réduisant leurs dépenses énergétiques, entendent devenir plus compétitives et étendre leurs activités.

Étant donné son mandat exclusivement social, la CEB a pour vocation de soutenir, en matière de lutte contre le changement climatique, des objectifs socialement inclusifs.

Amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels

Pays-Bas

Prêt : € 100 millions
Emprunteur : Nationaal Energiebespaarfonds (Fonds national pour l'économie d'énergie)
Bénéficiaires ciblés : Propriétaires et syndicats de propriétaires

L'environnement bâti représente 30% de la consommation totale d'énergie aux Pays-Bas. Ce prêt de la CEB permettra aux propriétaires et aux syndicats de propriétaires qui souhaitent réaliser des travaux visant à améliorer l'efficacité énergétique d'emprunter à faible taux. Il peut s'agir de travaux de modernisation ou de l'installation de systèmes de récupération de chaleur et de panneaux solaires. Le financement de la CEB contribuera à mobiliser € 300 millions d'investissements sur le terrain et à atteindre les objectifs d'efficacité énergétique fixés par les Pays-Bas, qui prévoient actuellement une réduction moyenne de la consommation d'énergie de 1,5% par an d'ici à 2022.



Mesurer et renforcer l'impact social

La CEB finance des projets susceptibles de bénéficier d'un concours bancaire, qui font l'objet d'une évaluation minutieuse en fonction de critères sociaux, environnementaux, techniques et de gouvernance. Grâce à des visites sur site en phase d'instruction, la CEB aide les emprunteurs et les autorités chargées de la mise en œuvre des projets à optimiser les investissements afin de mieux répondre aux objectifs sociaux attendus. Cette évaluation porte généralement sur : la raison d'être des projets (cohérence avec les politiques de développement et les besoins identifiés), leur conception et leur ingénierie, leur conformité aux normes techniques concernées, les coûts propres au secteur et leur financement.

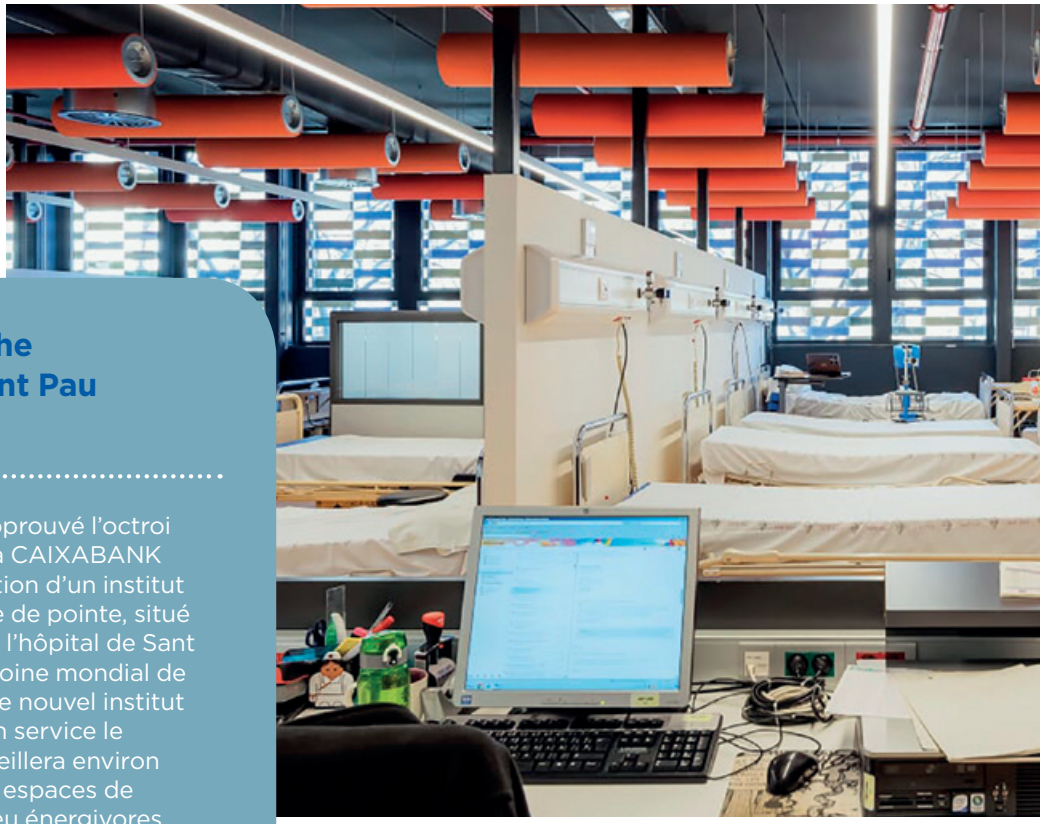
Suite à l'approbation en 2016 de la Politique de protection environnementale et sociale (PPES), chaque projet de la CEB est soumis, dès la demande de prêt, à une grille d'évaluation environnementale et sociale qui renvoie à plusieurs principes tels que la protection des groupes vulnérables, les conditions de travail décentes, l'égalité des sexes, la protection des moyens de subsistance et du logement, la santé et la sécurité des communautés, et l'information des parties prenantes. Le processus d'examen des demandes de prêt renforce donc l'impact des activités de la Banque en identifiant et en gérant, dès les premières étapes du projet, les risques et avantages techniques, sociaux et environnementaux.

Crédit-bail pour les TPE-PME

Pologne

Le crédit-bail est souvent la seule forme de financement disponible pour les micros et petites entreprises afin d'obtenir le capital nécessaire au maintien ou au développement de leurs activités. La CEB a conclu avec PKO Leasing (Pologne) trois accords de prêts en faveur des TPE-PME. Le rapport d'achèvement du dernier prêt (€ 100 millions, approuvé en 2017) a conclu que le financement de la CEB avait permis de maintenir plus de 10 600 emplois et d'en créer environ 400 nouveaux.





Institut de recherche biomédicale de Sant Pau

Espagne

En mars 2016, la CEB a approuvé l'octroi d'un prêt de € 9 millions à CAIXABANK pour soutenir la construction d'un institut de recherche biomédicale de pointe, situé à proximité immédiate de l'hôpital de Sant Pau (site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO) en Espagne. Le nouvel institut a été officiellement mis en service le 15 novembre 2018. Il accueillera environ 300 chercheurs dans des espaces de recherche innovants et peu énergivores.

Outre l'identification classique des risques techniques, environnementaux et sociaux, les examens des demandes de prêt entrepris en 2018 ont permis d'améliorer la conception des projets relatifs aux investissements dans le secteur de la santé et, au-delà de ce secteur, de formuler des recommandations spécifiques visant à améliorer les résultats sur le plan social et environnemental. À titre d'exemples, on peut citer l'élargissement de la portée des projets éducatifs pour y inclure des activités destinées tout particulièrement aux migrants et aux réfugiés, l'intégration d'objectifs sociaux dans les prêts de microfinance et l'amélioration de l'accès à l'eau, ainsi que la réduction de son coût pour les bénéficiaires finaux.

La CEB déploie des efforts constants pour élargir ses activités de financement consacrées à la lutte contre le changement climatique. En atteste une assistance croissante, d'une part, dans le lancement de projets de cet ordre, d'autre part, dans l'identification au sein des propositions de projets soumises à la Banque, des aspects liés aux mesures d'adaptation et d'atténuation.

Une fois approuvés, les projets font l'objet d'un suivi tout au long de leur mise en œuvre afin d'en examiner les risques et les possibilités, de faciliter l'identification des mesures d'atténuation et d'optimisation, de piloter leur développement et d'en mesurer les résultats. Bien que la plupart des activités de suivi se fassent sur dossier, chaque projet est examiné *in situ* au moins une fois au cours de son cycle de vie, voire plusieurs fois dans le cas de projets complexes.

En 2018, 71 projets individuels dans 28 pays ont fait l'objet de revues sur site, soit au stade de la demande de prêt, soit au cours de la mise en œuvre. 12 d'entre eux venaient d'être achevés ou étaient sur le point d'être clôturés à la fin de 2018.

En plus de fournir des conseils sur des projets spécifiques, la CEB identifie les meilleures pratiques, les développements sectoriels et les normes internationales, et les promeut auprès des parties prenantes. Et ce, afin d'optimiser les projets en cours et futurs et de maximiser ainsi l'impact social et environnemental de son financement. Ces bonnes pratiques sont exposées dans les travaux présentés par les experts de la Banque lors de rencontres internationales, dans les rapports d'évaluation établis par le Département Évaluation et dans les publications de la Direction Préparation et Suivi techniques (fiches techniques, analyses thématiques et autres publications spécifiques à un secteur) et font l'objet de discussions avec d'autres institutions financières internationales (IFI) et organisations compétentes dans le domaine considéré.

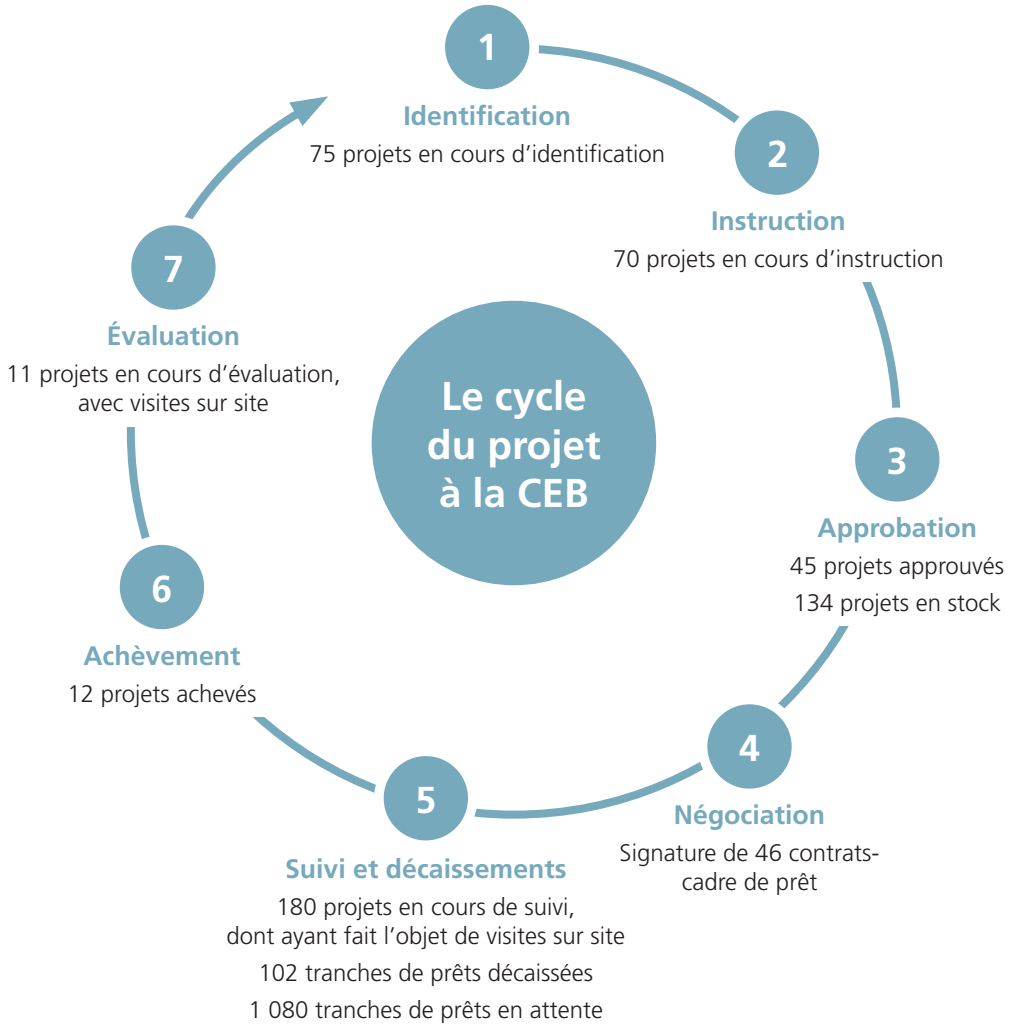
En 2018, par exemple, la CEB a capitalisé sur plusieurs années d'expérience dans les investissements en faveur de l'éducation et mis en place avec d'autres IFI un réseau dans le but de concevoir une approche globale des infrastructures éducatives favorisant de meilleurs résultats en matière d'apprentissage.

Les publications de la CEB sont disponibles à l'adresse suivante : https://coebank.org/fr/news-and-publications/ceb-publications/



Le schéma ci-dessous présente une illustration graphique du cycle du projet standard à la CEB, ainsi que des données clés sur une sélection d'actions entreprises par la Banque en 2018.

Des informations supplémentaires sur les modalités d'accès au financement de la CEB figurent sur le site Web de la CEB, dans la section Financement de projets.





Partenariats et Donateurs

Partenariats

En 2018, la CEB a continué de renforcer sa coopération avec ses homologues que sont les institutions financières multilatérales, ainsi que d'autres organisations internationales présentant un intérêt pour les activités essentielles de la Banque.

L'Union européenne (UE)

L'Union européenne reste un partenaire privilégié de la CEB ainsi que son principal donateur. Le partenariat avec l'UE vise à promouvoir une croissance durable et inclusive en Europe, en mettant l'accent sur les actions susceptibles de contribuer à l'inclusion sociale des personnes les plus vulnérables et de soutenir l'emploi, l'éducation et la formation, l'égalité de sexes, la protection de l'environnement et le développement durable.

À ces fins, le mixage des prêts et des dons demeure un instrument crucial. Il crée un effet de levier et permet ainsi le financement de projets plus importants ou plus complexes. Certains prêts accordés par la CEB en 2018 se conjuguent aux subventions de l'UE et devraient ainsi permettre de réaliser plus de € 1,1 milliard d'investissements.

La Commission européenne a proposé que la CEB soit un partenaire de mise en œuvre du Fonds InvestEU, qui remplacera le Fonds européen pour les investissements stratégiques ("Plan Juncker") à partir de 2021. La CEB a également suivi de près la nouvelle structure de financement proposée pour l'action extérieure de l'UE, et en particulier le nouvel instrument global de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI). InvestEU et NDICI doivent encore être formellement décidés par les institutions de l'Union européenne.

L'initiative "100 Resilient Cities-Pioneered by The Rockefeller Foundation" (100RC)

100RC a été créée en 2013 par la Fondation Rockefeller dans le but d'aider les villes du monde entier à devenir plus résilientes aux défis sociaux, économiques et matériels qui ne cessent de croître au 21e siècle. Plus précisément, 100RC soutient l'adoption et l'assimilation d'une conception de la résilience qui ne se limite pas aux chocs (séismes, incendies, inondations, etc.) mais qui tient compte également des tensions susceptibles de fragiliser, au jour le jour ou de façon cyclique, le tissu social d'une ville, telles qu'un niveau élevé de chômage, une violence endémique ou des pénuries d'eau chroniques.

Cet accord entre la CEB et 100RC constitue le premier partenariat important entre la Banque et une initiative philanthropique de premier plan.

En juillet 2018, la CEB et 100RC ont signé un accord-cadre de coopération (*Memorandum of Understanding*) afin d'unir leurs forces respectives dans le but d'élaborer et de mettre en œuvre des initiatives axées sur les villes avec une orientation sociale marquée. Les connaissances et l'expérience acquises de longue date par la Banque dans le traitement des défis sociaux en Europe, ainsi que son assistance technique et ses ressources de financement, viendront compléter les travaux du réseau 100RC sur l'élaboration de stratégies globales de résilience nouées avec des villes européennes.

Cet accord entre la CEB et 100RC constitue le premier partenariat important entre la Banque et une initiative philanthropique de premier plan.

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

En 2018, la CEB a obtenu le statut d'observateur permanent auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Elle a ainsi participé à la Conférence des parties (COP24) de 2018 organisée à Katowice (Pologne), en compagnie de plus de 120 organisations intergouvernementales bénéficiant du même statut. Elle a saisi l'occasion pour souscrire à l'initiative d'alignement des portefeuilles de projets sur les buts de l'Accord de Paris, menée par les banques multilatérales de développement. La participation de la CEB à la COP24 s'appuie sur des partenariats antérieurs avec d'autres institutions financières, telles que l'initiative *Climate Action in Financial Institutions*, qui visent à favoriser un mode de développement caractérisé par la réduction des émissions et la résilience face aux aléas climatiques.

Partenariat pour l'inclusion des migrants et des réfugiés

En mai 2018, la CEB a rejoint le Partenariat européen pour l'intégration des migrants et des réfugiés. Créé en 2015 sous la présidence néerlandaise de l'Union européenne et s'inscrivant dans le cadre de l'initiative politique "Agenda urbain pour l'UE", ce partenariat est une plateforme qui rassemble cinq métropoles européennes (Amsterdam, Athènes, Barcelone, Berlin, Helsinki), cinq états membres (Danemark, Grèce, Italie, Portugal et Pays-Bas), la Commission européenne (DG Migration et affaires intérieures, DG Politique régionale et urbaine), le Conseil des Communes et Régions d'Europe, le Comité européen des régions, la BEI et la CEB.

Sa mission consiste à échanger des bonnes pratiques et à soumettre à la Commission européenne des recommandations stratégiques sur l'inclusion des migrants et des réfugiés. La mise en place d'un mécanisme associant prêts et dons pour faciliter l'intégration des migrants et des réfugiés dans les villes constitue l'une de ses propositions clés.

Harmonized Indicators for Private Sector Operations

Le réseau *Harmonized Indicators for Private Sector Operations* (HIPSO) se compose de 26 institutions financières multilatérales, dont la SFI, la BEI et la BERD, et de plusieurs banques nationales de développement. Il a pour but de définir un ensemble harmonisé d'indicateurs de résultats pouvant être utilisés par toutes les institutions financières participantes. Ce cadre consensuel permettra de réduire la charge du reporting qui pèse sur les emprunteurs et d'augmenter la capacité des institutions financières à apprendre de leurs expériences respectives.

En octobre 2018, la CEB a participé à la réunion annuelle du réseau HIPSO et fourni des informations sur sa propre expérience en matière de suivi des TPE-PME et sur la façon dont le suivi des données structure de nouvelles opérations mieux adaptées aux besoins des bénéficiaires finaux.

Partenariats dans le domaine de la santé et des services sociaux

Le *Social Health Protection Network* (P4H) est un réseau mondial de protection sociale et de financement de la santé, créé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'Association européenne des prestataires de services pour personnes en situation de handicap (EASPD) est une organisation à but non lucratif qui agit en faveur de l'égalité des chances pour les handicapés. Quelque 17 000 services sociaux et les associations qui les chapeautent en sont membres.

En 2018, la Banque a apporté ses connaissances d'expert sur les systèmes de santé et de protection sociale en Europe et expliqué son point de vue sur la marche à suivre pour que les investissements réalisés débouchent sur des infrastructures et services sociaux adaptés.

Un réseau d'institutions financières internationales au service des investissements en faveur de l'éducation

En avril 2018, la CEB a dirigé et organisé la première "Réunion des experts de l'éducation membres d'agences de développement" impliqués dans le financement de l'infrastructure scolaire en Europe. Des représentants de la Banque européenne d'investissement (BEI), de l'Agence française de développement (AFD), de KfW et de la Banque mondiale y ont assisté et ont accepté d'élaborer une approche globale et commune en matière d'investissements dans l'éducation, axée prioritairement sur les acquis scolaires.

En avril 2018, la CEB a dirigé et organisé la première "Réunion des experts de l'éducation membres d'agences de développement" impliqués dans le financement des infrastructures éducatives en Europe.

Conférence sur le thème de 'L'investissement social pour une Europe prospère et résiliente'

Le 7 décembre 2018, la CEB et le groupe Caisse des Dépôts ont organisé une conférence de haut niveau afin de débattre du rôle de l'investissement social dans la création d'une Europe prospère et résiliente. Organisée en trois volets, la conférence a réuni vingt intervenants et près de cent cinquante participants venus de toute l'Europe, avec l'entrepreneur et philanthrope Alexandre Mars en clôture. Les débats se sont articulés autour de l'accroissement des inégalités sociales et économiques, les déficits d'investissement actuels et futurs en matière d'infrastructures sociales et des solutions envisageables à ces problèmes.



Donateurs

La CEB utilise les fonds qu'elle lève auprès de donateurs pour des projets en faveur de groupes vulnérables et de régions défavorisées. En 2018, la CEB a reçu plus de € 41 millions de dons[1].

Le Programme régional de logement (RHP)

Le Programme régional de logement est une initiative conjointe de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Monténégro et de la Serbie. Il a pour objectif de fournir des solutions de logement durables aux personnes les plus vulnérables qui ont été déplacées lors des conflits qui ont meurtri les Balkans occidentaux dans les années 1990. Ce programme, qui bénéficie du soutien de la communauté internationale, est géré par la CEB.

Le RHP bénéficie de la majeure partie des fonds collectés au titre des dons. L'Union européenne s'est engagée à verser € 39,5 millions au Programme tandis que l'Allemagne a fourni € 1,5 million, ce qui porte leur contribution totale respective à € 234 millions et € 9 millions. Ces fonds serviront à financer des logements supplémentaires en Bosnie-Herzégovine et en Serbie.

En 2018, environ 4 000 familles vulnérables ont emménagé dans de nouveaux logements financés par le RHP, dont 51 familles qui vivaient encore dans le camp de Konik (Monténégro).

Ce camp, situé près de Podgorica, était le plus ancien camp d'installation de réfugiés en Europe. Pendant plus de dix ans, il a accueilli la plupart des Égyptiens des Balkans et des Roms qui avaient fui les violences qui se sont abattues sur le Kosovo dans les années 1990. L'UE, dans le cadre d'un projet séparé, et le RHP ont commencé à reloger les familles dans des appartements modernes en 2015. La mise à disposition des 51 appartements en décembre 2018 a signé la fermeture du camp de Konik.

Les chiffres 2018 du RHP

- **€ 41 millions** de contributions
- Accès de **4 000 familles** à un nouveau logement

€ 41
millions de dons levés en 2018

Contributions au RHP par donateur

Union européenne	€ 234 millions
États-Unis	€ 23,6 millions
Allemagne	€ 9 millions
Norvège	€ 7 millions
Italie	€ 5 millions
Suisse	€ 5 millions
Danemark	€ 1,3 million
Turquie	€ 1 million
Luxembourg	€ 0,5 million
Chypre, Espagne, Hongrie, République slovaque, République tchèque, Roumanie	€ 0,4 million



Sebastian K. : "Je suis arrivé du Kosovo avec ma famille en 1999. Avec l'aide de la Croix-Rouge, j'ai réussi à terminer mes études et à devenir mécanicien. Maintenant je suis marié et j'ai six enfants. Aujourd'hui, je suis heureux comme un enfant. Mon rêve de donner un toit à ma famille est devenu réalité."

[1] À l'exclusion des contributions des États membres de la CEB au bénéfice du Fonds pour les migrants et les réfugiés et de l'assistance technique fournie par l'UE aux projets menés par la CEB au titre du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF).

Contributions au MRF par donateur

Allemagne	€ 5 millions
France	€ 3 millions
Italie	€ 3 millions
Suède	€ 1,5 million
Espagne	€ 540k
Luxembourg	€ 500k
Norvège	€ 500k
République slovaque	€ 300k
Irlande	€ 250k
Lituanie	€ 150k
Pologne	€ 101k
Chypre	€ 100k
Albanie	€ 100k
Hongrie	€ 100k
République tchèque	€ 92k
Malte	€ 50k
Saint-Siège	€ 50k
Bosnie-Herzégovine	€ 31k
Saint-Marin	€ 20k
Islande	€ 15k
Bulgarie	€ 10k
Liechtenstein	€ 6k
BEI	€ 5 millions
CEB	€ 8 millions
Total souscrit	**€ 28,4 millions**

Fermeture de centres collectifs

Bosnie-Herzégovine

But du projet : Fournir 2 600 appartements et 180 places dans des institutions de protection sociale à plus de 7 200 personnes qui ont été déplacées pendant les conflits en ex-Yougoslavie dans les années 1990 et qui vivent actuellement dans des centres collectifs et des logements de remplacement dans toute la Bosnie-Herzégovine

Subvention du SCA : € 300 000

Activités couvertes par le don : soutien à la mise en œuvre du projet

Période de mise en œuvre du don : 2013 - 2018

Effets du don : Travaux achevés sur deux sites et en cours sur neuf autres. Au moins six autres chantiers en pleine activité, en raison du lancement d'appels d'offres.

Le Compte espagnol pour la cohésion sociale (SCA)

En 2018, l'Espagne a augmenté sa contribution au RHP à hauteur de plus de € 200 000 afin de couvrir l'assistance technique accordée aux projets menés par le Programme en Croatie. Cette contribution provient du Compte espagnol pour la cohésion sociale, un fonds fiduciaire créé par l'Espagne en 2009 et géré par la CEB. L'objectif de ce compte est de financer de l'assistance technique pour des projets de la CEB à forte vocation sociale. En 2017, l'Espagne a réalimenté le SCA à hauteur de € 2 millions, portant sa dotation totale à € 4 millions.

En outre, les dons accordés par le SCA en 2018 ont été déterminants pour aider de nouveaux emprunteurs, tels quela Bratislava Water Company, à structurer leurs besoins d'investissement afin d'y intégrer la lutte contre le changement climatique. Qui plus est, ils ont permis de fournir un soutien technique essentiel aux investissements qui se heurtaient à des obstacles institutionnels importants.

Le Fonds pour les migrants et les réfugiés (MRF)

Le MRF est un fonds fiduciaire établi par la CEB pour aider ses États membres à relever les défis liés aux migrants et aux réfugiés. Depuis sa création en 2015, vingt-deux États membres de la CEB y ont apporté leur contribution, le dernier en date étant la Bulgarie fin 2018. La CEB et la Banque européenne d'investissement lui ont également procuré des fonds.

En 2018, les États membres de la CEB ont versé au Fonds pour les migrants et les réfugiés € 3 millions supplémentaires, prélevés sur le Compte de dividendes sociaux de la Banque. À ce jour, la CEB a octroyé € 26 millions de dons issus du MRF en faveur des réfugiés et des migrants.

Le Compte slovaque pour la croissance inclusive (SIGA)

Un don a été approuvé à partir du Compte slovaque pour la croissance inclusive (SIGA) en 2018 pour un projet de logement en Serbie. L'assistance technique, d'un montant de € 100 000, soutient les autorités serbes dans la mise à disposition de logements à des familles dont les habitations ont été endommagées par un séisme en 2010 et qui vivent depuis dans des conditions précaires. Le projet est partiellement financé par un prêt de la CEB de € 8 millions approuvé en 2014.

Le SIGA a été créé par les autorités slovaques en 2016 pour soutenir les initiatives de la CEB en faveur de la croissance inclusive et de la durabilité environnementale. Doté de € 2 millions, il sert à financer l'assistance technique apportée aux projets de la CEB.

Le Fonds italien pour des projets innovants (IFIP)

Un don de € 295 000 du Fonds italien pour les projets innovants a été approuvé en 2018 pour aider le ministère de l'Éducation et des Sciences du Monténégro à améliorer l'accès à l'éducation préscolaire des enfants de 0 à 6 ans et à créer de meilleures conditions d'apprentissage. Ce don de l'IFIP, qui complète un prêt de la CEB, sera mis en œuvre par l'UNICEF et la signature de l'accord est en cours.

L'IFIP a été mis en place par l'Italie en 2017 et aide la Banque à développer des projets sociaux innovants. Il finance de l'assistance technique pour des projets situés dans des pays de la région des Balkans occidentaux éligibles à l'aide publique au développement (APD), ainsi qu'en Géorgie et en République de Moldova.



Soins d'urgence pour les enfants migrants non accompagnés bloqués en Grèce (U-CARE)

Grèce

But du projet : Fournir des soins d'urgence aux enfants migrants non accompagnés en Grèce en leur fournissant un hébergement sécurisé et une assistance adaptée à leurs besoins spécifiques.

Don du MRF : € 2,9 millions

Activités couvertes par le don : amélioration des centres d'hébergement et services de protection pour les enfants migrants non accompagnés sur les îles de Lesbos et de Chios ; soutien à deux centres d'hébergement gérés par la Croix-Rouge hellénique à Athènes et à Kalavrita

Période de mise en œuvre de la subvention : décembre 2017 à juin 2019

Effets du don : 237 enfants qui vivent dans des conditions décentes

Le Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux (WBIF)

Une subvention de € 1,2 million d'euros a été attribuée par l'UE à un projet de la CEB au titre du Cadre d'investissement en faveur des Balkans occidentaux. La subvention permettra de financer une assistance technique fournie au gouvernement du Monténégro pour la construction de nouveaux centres de détention à Mojkovac.

Ces nouveaux centres seront construits conformément aux Règles pénitentiaires européennes et aux bonnes pratiques en vigueur en Europe, et contribueront à la réforme du secteur de la justice entreprise par le Monténégro en vue de son adhésion à l'UE. L'investissement capitalisera sur l'expérience acquise par la CEB à l'occasion de la mise en œuvre de projets similaires dans la région.

Le projet devrait bénéficier d'un prêt de € 15 millions de la part de la CEB.

Le WBIF est un mécanisme de financement mixte créé en 2009 à l'initiative conjointe de la Commission européenne, de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, de la Banque européenne d'investissement et de plusieurs donateurs bilatéraux. Le cadre prévoit un financement et une assistance technique en faveur des investissements stratégiques dans les secteurs de l'énergie, de l'environnement, des affaires sociales, des transports et des infrastructures numériques. Il soutient également des initiatives de développement du secteur privé. Le Groupe de la Banque mondiale, KfW et l'AFD ont rejoint le WBIF par la suite.

La CEB a bénéficié de plus de € 25 millions d'assistance technique et d'aides à l'investissement de la part du WBIF : € 15 millions au titre du soutien accordé par l'UE et le reste représentant des contributions des donateurs bilatéraux du WBIF et des IFI participantes.

"Nous sommes impressionnés par les efforts fournis par toutes les parties prenantes. La coopération avec le Ministère de la Justice a été très efficace. Honnêtement, je ne pensais pas que la prison serait construite en seulement deux années."

— Gouverneur de la CEB

Prison de Pancevo

Serbie

Objectif : Construction d'infrastructures pénitentiaires suffisamment grandes, d'une capacité de 500 places

Subvention du WBIF : € 3 millions (€ 1,6 million de la part de l'UE et € 1,4 million de la part des donateurs bilatéraux du WBIF)

Activités couvertes par la subvention : préparation et supervision du projet ; formation du personnel pénitentiaire

Période de mise en œuvre de la subvention : 2012-2018

Effets de la subvention : prison de Pancevo entièrement construite (500 places)



Activités financières en 2018

Portefeuilles de trésorerie

Les actifs figurant au bilan de la Banque comprennent notamment quatre portefeuilles de trésorerie, à savoir un portefeuille monétaire et trois portefeuilles de titres :

- **Le portefeuille monétaire est composé de placements à court terme ayant une maturité d'un an ou moins.**

L'objectif stratégique de ce portefeuille est d'assurer la gestion quotidienne des cash-flows dans toutes les devises concernées. Les placements à court terme ayant des maturités inférieures ou égales à trois mois doivent, à la date d'achat, avoir pour note minimale BBB+ pour les dépôts à court terme. Quant aux placements à court terme ayant une maturité comprise entre trois mois et un an, ils doivent avoir pour note A- à la date d'achat.

Au 31 décembre 2018, l'encours total des placements à court terme à un an ou moins était de € 1 358 millions.

- **Le portefeuille de titres de liquidités à court terme se compose de titres à court terme dont la maturité est d'un an ou moins.**

Ces titres constituent une alternative aux dépôts bancaires et complètent le portefeuille monétaire en vue de renforcer la position de trésorerie à court terme de la Banque.

La note minimale exigée à la date d'achat est BBB pour les obligations souveraines à court terme ayant une maturité inférieure ou égale à trois mois et A- pour les titres à un an ou moins.

Au 31 décembre 2018, l'encours total des titres d'une maturité inférieure ou égale à un an dans ce portefeuille s'élevait à € 1 944 millions.

- **Le portefeuille de titres de liquidités à moyen terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 15 ans.**

L'objectif stratégique est de renforcer la position de trésorerie de la Banque, tout en dégageant un rendement satisfaisant.

Les titres à moyen terme doivent être notés A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2018, l'encours total des titres de ce portefeuille s'élevait à € 1 991 millions.

- **Le portefeuille de titres de liquidités à long terme se compose de placements en valeurs mobilières dont la maturité est comprise entre 1 et 30 ans.**

Les titres admissibles à ce portefeuille doivent avoir pour note minimale A+ à la date d'achat.

Au 31 décembre 2018, l'encours total des titres de ce portefeuille s'élevait à € 2 033 millions.

Produits dérivés

Les risques de marché découlant des opérations de prêt, de financement et d'investissement sont couverts par l'utilisation de produits dérivés, conformément à la politique décidée par le Conseil d'administration de la CEB. En tant qu'utilisateur final (*end user*), la Banque ne recourt aux produits dérivés qu'à des fins de couverture.

Au 31 décembre 2018, la distribution des produits dérivés par type de couverture était de 63% pour les émissions obligataires, 31% pour les prêts et 6% pour les titres.

Pour se prémunir contre les risques découlant de ces instruments financiers, la Banque suit des règles de gestion rigoureuses, dont les principes sont présentés dans la note B des états financiers 2018.

Afin de limiter son risque de crédit, la Banque a signé des contrats de collatéraux avec toutes ses contreparties de swap. Ainsi, au 31 décembre 2018, la totalité de l'encours de swaps de la CEB était collatéralisée. Le risque de crédit résiduel, évalué par la somme des valeurs de marché positives non couvertes par des collatéraux reçus, demeure très faible.

Financement de l'activité en 2018

Opérations d'emprunt

Dans le cadre de l'autorisation d'emprunt annuelle fixée par le Conseil d'administration de la CEB, la Banque a contracté des émissions sur les marchés de capitaux internationaux. Au cours de l'exercice 2018, la Banque a emprunté un montant total de € 4,91 milliards, réparti en onze opérations de financement dont six réouvertures d'opérations existantes d'une durée supérieure ou égale à un an. Ce montant est supérieur au volume de financement en 2017, qui avait atteint € 2,99 milliards, réparti en cinq opérations de financement, dont une réouverture d'opération existante. Le programme de financement 2018 a répondu à trois objectifs principaux :

- couvrir les besoins induits par l'activité de prêts ;
- permettre à la Banque d'honorer ses échéances de remboursement de dettes ;
- permettre à la Banque de maintenir ses liquidités au niveau fixé par le Conseil d'administration.

Afin de s'assurer durablement des ressources nécessaires au financement de son activité, la Banque continue de combiner des opérations benchmark sur des devises majeures s'adressant à un large panel d'investisseurs institutionnels, et des emprunts dans une devise, ou avec une structure plus spécifique répondant à des demandes particulières.

En 2018, 73,3% des fonds levés par la Banque étaient libellés en euros, 16,4% en dollars US et 9,4% en livres sterling. Ces opérations ont permis à la Banque de diversifier les marchés sur lesquels elle finance ses activités tout en élargissant sa base d'investisseurs.

Sept opérations ont été effectuées en euros : en janvier, une émission benchmark de EUR 1 milliard à dix ans ; en mars, le deuxième emprunt obligataire d'inclusion sociale de la Banque, d'un montant de EUR 500 millions, à sept ans ; en mai, une nouvelle émission benchmark de EUR 1 milliard à cinq ans ; entre janvier et septembre, une réouverture de EUR 250 millions du benchmark arrivant à échéance en octobre 2022 et trois réouvertures d'un montant total de EUR 850 millions du benchmark arrivant à échéance en août 2021. L'euro a donc représenté le marché le plus important en 2018, en ce qui concerne les volumes de financement.

Une opération en USD a été effectuée au format global : en février, une émission benchmark d'un montant de USD 1 milliard avec une maturité de cinq ans. Le marché du dollar US a ainsi été le second de la CEB en termes de volumes de financement.

Pour ce qui est des autres devises, une nouvelle émission à trois ans d'un montant de GBP 300 millions a été effectuée fin juillet, et par la suite ré-ouverte deux fois pour un montant cumulé de GBP 150 millions, portant le total à GBP 450 millions.

Après swaps, la totalité des ressources empruntées a été libellée en euros.

La maturité moyenne des émissions lancées en 2018 était de 5,7 ans contre 3,7 ans en 2017. Le tableau ci-dessous reprend le détail des fonds levés dans leur devise d'origine.

Emprunts lancés en 2018

Date de versement	Date de maturité	Devise	Durée (en années)	Montant nominal (en millions)	Chef de file
24/01/2018	24/01/2028	EUR	10,00	1 000	Barc/BNPP/CACIB/DB
05/02/2018	27/10/2022	EUR	4,72 (*)	250	Barc/Commerz
13/02/2018	13/02/2023	USD	5,00	1 000	GS/HSBC/Nomura/TD
27/03/2018	27/03/2025	EUR	7,00	500	CACIB/DZ/GS/Rabo
24/05/2018	24/05/2023	EUR	5,00	1 000	Commerz/JPM/Natixis/SG
05/07/2018	31/08/2021	EUR	3,16 (*)	250	DZ Bank
25/07/2018	31/08/2021	EUR	3,10 (*)	350	TD/UniCredit
07/08/2018	15/12/2021	GBP	3,36	300	Barc/RBC/TD
25/09/2018	31/08/2021	EUR	2,93 (*)	250	BoA/HSBC
09/10/2018	15/12/2021	GBP	3,18 (*)	100	NatWest/Nomura
05/12/2018	12/12/2021	GBP	3,02 (*)	50	HSBC

(*) Opérations d'abondement de souche existante

En 2018, afin d'assurer le refinancement des prêts de la Banque et de ne pas ouvrir de gap de trésorerie sur les exercices à venir, 72,4% des émissions du programme ont été effectuées avec une maturité finale proche de cinq ans ou plus, contre 37,8% en 2017.

Le programme EMTN multidevises a été actualisé en décembre 2018. Le programme dollars australien et néozélandais MTN (programme domestique australien) dont la mise à jour qui date de septembre 2015 a eu pour but d'adapter le cadre juridique des émissions de la Banque aux évolutions réglementaires des marchés financiers. Le programme ECP (*Euro-Commercial Paper*) de la CEB a été mis à jour en décembre 2017.

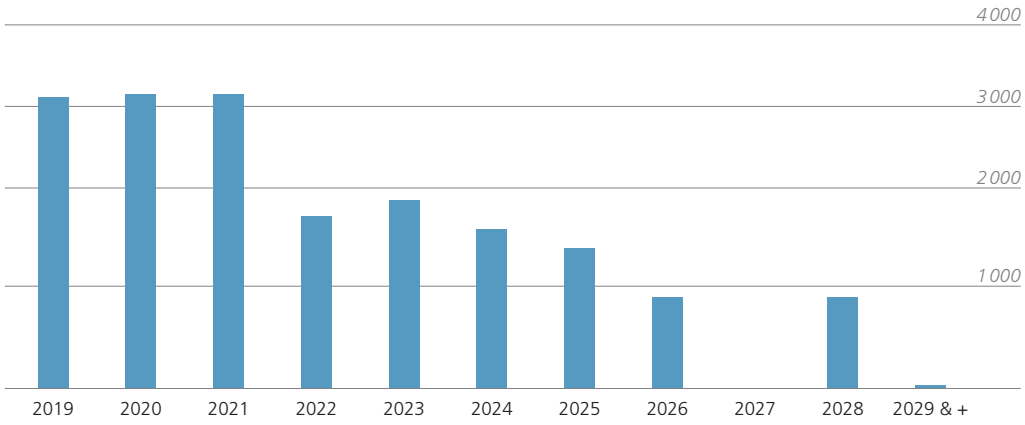
Évolution de la dette

Au 31 décembre 2018, l'encours total de la dette représentée par un titre, hors créances rattachées, s'élevait à € 18,9 milliards, contre € 18,2 milliards fin 2017.

En 2018, la Banque n'a pas procédé au rachat de sa dette à long terme, ni effectué de remboursement anticipé. La ventilation de la dette en fonction de l'échéance est illustrée dans le graphique ci-après.

Encours de la dette par maturité au 31 décembre 2018

en millions d'euros





Gouvernance et Ressources humaines

Structure de gouvernance

La Banque est organisée, administrée et contrôlée par les organes suivants : le Conseil de direction, le Conseil d'administration, le Gouverneur et le Comité de surveillance.

Conseil de direction

Le Conseil de direction se compose d'un président (Dominique Lamiot) et d'un représentant de chaque État membre.

Il définit l'orientation générale des activités de la CEB, fixe les conditions de l'adhésion des États, décide des augmentations de capital et approuve le rapport annuel, les comptes et le bilan général de la Banque. Il élit son propre président ainsi que le président du Conseil d'administration et nomme le Gouverneur et les membres du Comité de surveillance.

Conseil d'administration

Le Conseil d'administration se compose d'un président (Miglė Tuskienė) et d'un représentant de chaque État membre.

Il exerce les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil de direction, notamment en matière d'élaboration et de supervision des politiques opérationnelles et d'approbation des projets d'investissement soumis par les Gouvernements des États membres de la Banque. Il vote également le budget de fonctionnement de la Banque.

Gouverneur

Le Gouverneur est le représentant légal de la Banque. Il dirige ses opérations et il est responsable de son personnel (sous la supervision générale du Conseil d'administration).

Le Gouverneur applique les directives du Conseil d'administration en matière de politique financière et représente la Banque dans toutes ses transactions. Il étudie les aspects techniques et financiers des demandes de financement soumises à la Banque et transmet celles-ci au Conseil d'administration.

Le Gouverneur est Rolf Wenzel. Il est assisté par deux Vice-Gouverneurs : Carlo Monticelli (Stratégie Financière) et Rosa María Sánchez-Yebra Alonso (Stratégie de Développement Social).

Comité de surveillance

Le Comité de surveillance se compose de trois membres nommés par le Conseil de direction. Il vérifie l'exactitude des comptes annuels après leur examen par un auditeur externe.

Le secrétariat des organes de direction, d'administration et de contrôle de la CEB est assuré par le **Secrétariat de l'Accord Partiel** sur la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (Chef du Secrétariat de l'Accord Partiel : Giusi Pajardi ; Secrétaire Exécutif des organes de la Banque : György Bergou).



De gauche à droite

Premier rang : Jérôme HAMILIUS, Directeur de la Coopération Européenne & de la Stratégie; Rosa María SÁNCHEZ-YEBRA ALONSO, Vice-Gouverneur Stratégie de Développement Social; Rolf WENZEL, Gouverneur; Carlo MONTICELLI, Vice-Gouverneur Stratégie Financière.

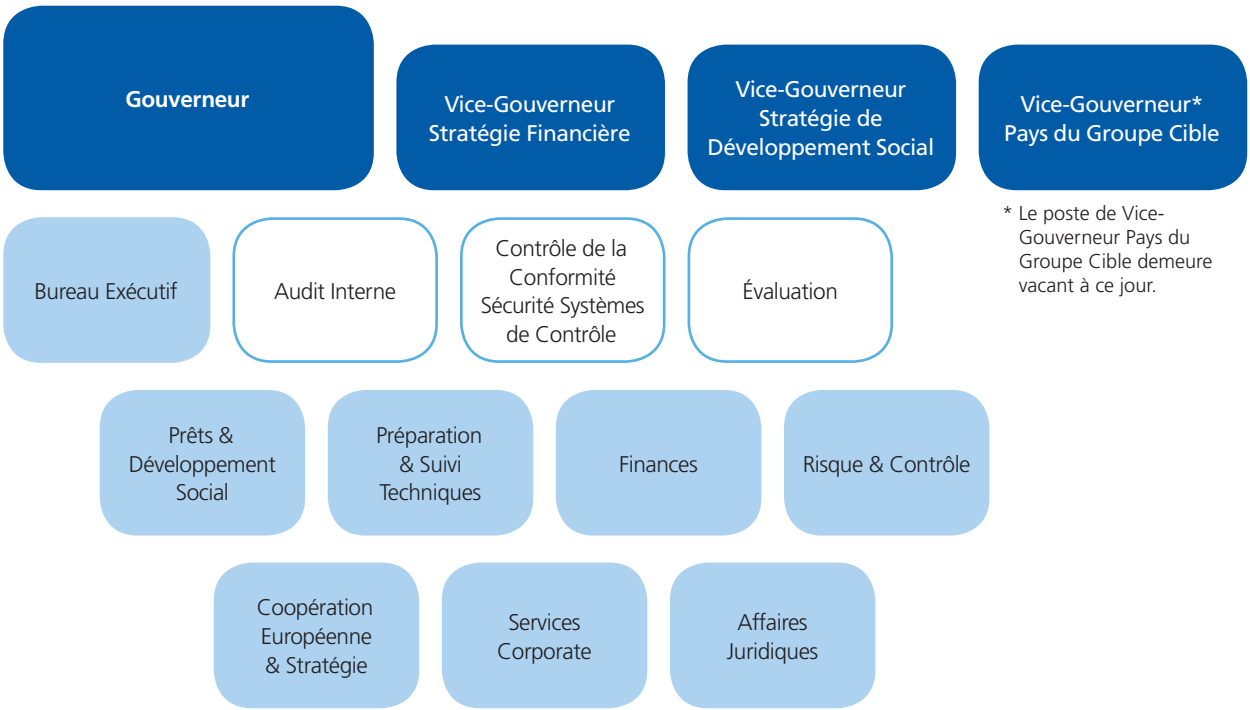
Deuxième rang : Jan DE BEL, General Counsel; Rachel MEGHIR, Directrice de l'Évaluation; Thierry POIREL, Directeur des Prêts & du Développement Social; Monica BREZZI, Directrice de la Préparation & du Suivi Techniques; Katherine DELIKOURA, Directrice du Contrôle de la Conformité; Carlo MANGOSI, Directeur de l'Audit Interne.

Troisième rang : Arnaud VIOLETTE, Directeur du Risque et du Contrôle; Jacques MIRANTE-PÉRÉ, Directeur Financier; Terje HAGEN, Directeur des Services Corporate; Johannes M. BÖHMER, Directeur Exécutif.

Organigramme

À la suite de consultations internes et d'un examen complet de l'Institution réalisé par un consultant externe, la CEB a restructuré son organisation afin de renforcer son efficacité tout en assurant une meilleure gestion des talents et un développement accru des activités.

La nouvelle structure organisationnelle entre en vigueur le 1er mars 2019.



* Le poste de Vice-Gouverneur Pays du Groupe Cible demeure vacant à ce jour.

Contrôle de la conformité

Le Bureau de la Directrice du contrôle de la conformité (BDCC) veille à ce que les engagements pris par la CEB en matière d'intégrité, de lutte contre la fraude et la corruption, de prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme et de respect des normes éthiques élevées, soient intégrés à toutes les phases du cycle du projet de la Banque. L'action du BDCC repose sur un cadre réglementaire interne et une pratique couvrant l'ensemble des aspects clés de la conformité dans une institution financière internationale, y compris les passations de marchés internes, les enquêtes et le traitement des plaintes.

Au cours de l'année écoulée, le BDCC a poursuivi ses avancées en termes d'approche du portefeuille de contreparties basée sur le risque en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/LFT) ainsi que ceux relatifs à l'intégrité. En plus de l'évaluation annuelle des risques LBC/FT, les contreparties font l'objet d'une vérification et d'une notation portant sur un large éventail de risques de conformité.

En outre, la CEB a introduit un arrêté ainsi que des lignes directrices spécifiques sur les abus de marché et actualisé ses processus applicables aux juridictions en non-conformité ou non coopératives, sur la base des normes internationales reconnues telles que définies par des organisations de référence : Union européenne, GAFI, GRECO, MONEYVAL, Forum mondial de l'OCDE sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales.

En ce qui concerne la mise en œuvre du cadre réglementaire actuel en matière de protection des données, le BDCC s'est lancé, à l'instar de nos pairs, dans un exercice de découverte/cartographie des données visant à identifier et à traiter les données à caractère personnel.

Afin d'entretenir la sensibilisation des agents de la CEB à la conformité et de partager les développements les plus récents et les affaires courantes dans le secteur de la conformité, l'OCCO organise des cours d'introduction, des sessions de formation annuelles, des jeux d'entreprise et des événements de sensibilisation et publie régulièrement des bulletins d'information. En outre, la création récente du rôle de "Responsable de liaison avec le Bureau de la Conformité" dans chaque Direction promeut la conformité horizontale interne et assure l'efficience de la sensibilisation et de la communication.

Audit interne

L'Audit interne (AI) est une fonction permanente et autonome au plus haut niveau du système de contrôle interne de la CEB. Il vise à garantir au Gouverneur et aux organes de contrôle de la CEB que les activités et les transactions sont correctement effectuées et contrôlées.

Le Cahier des charges de l'Audit interne explique le but, le statut et l'autorité de la fonction d'Audit interne. Afin de garantir l'indépendance et l'objectivité de son travail de vérification, l'Audit interne ne participe à aucune des activités opérationnelles de la Banque.

Il passe en revue les activités de la CEB ainsi que leurs risques inhérents et veille à ce qu'elles respectent les politiques, les procédures et les bonnes pratiques existantes. Il émet également des recommandations pour d'éventuelles améliorations.

La conduite des missions d'audit suit un programme de travail annuel découlant d'un plan d'audit pluriannuel basé sur les risques.

Évaluation

Créé en 2002, le Département Évaluation (DEV) s'attache à répondre aux besoins d'apprentissage et de redevabilité de la Banque avec le plus haut niveau d'intégrité professionnelle et d'indépendance. À cette fin, 2018 a été une année d'innovations et de transformation pour le département en termes de sujets/secteurs, produits et outils/processus.

Outre la clôture d'un important cycle d'évaluation portant sur des projets de logement de la CEB destinés à des groupes vulnérables spécifiques (rapatriés, migrants et Roms), le DEV a initié des travaux d'évaluation portant sur d'autres secteurs d'un grand intérêt et d'une particulière pertinence pour la Banque. C'est le cas, notamment, de l'engagement de la CEB dans des programmes en faveur des migrants et des réfugiés, ainsi que du financement d'infrastructures judiciaires. Dans le cadre de son programme de travail 2018, le DEV a ainsi préparé et conduit sa toute première évaluation thématique, portant sur le Fonds pour les migrants et les réfugiés, en conjuguant une analyse des processus institutionnels et du fonctionnement de l'instrument avec un examen des résultats sociaux sur le terrain et de leur durabilité.

Les constatations et les enseignements tirés des évaluations sont régulièrement partagés au sein de la CEB en vue d'améliorer la qualité de l'élaboration et de l'instruction ainsi que des processus de suivi des nouvelles opérations financées. À cet égard, le DEV a élaboré et lancé en 2018 un nouveau processus pilote visant à enrichir et renforcer le dialogue avec les directions opérationnelles de la CEB sur les recommandations issues de l'évaluation, et à promouvoir une approche participative pour suivre leur éventuelle mise en œuvre.

Parallèlement à son travail essentiel d'évaluation, le Département s'est activement engagé dans des activités de dissémination de ses connaissances, en particulier dans le secteur du logement. Grâce aux partenariats qu'il a établis et aux connaissances acquises au cours des dernières années, le DEV a été sollicité à maintes reprises par des associations professionnelles, des organisations internationales et des gouvernements nationaux pour partager son expérience et les enseignements tirés des opérations évaluées dans ce secteur. Prendre part à de telles initiatives contribue à améliorer la visibilité de la Banque en tant qu'institution engagée dans le développement social de ses pays membres.

Responsabilité sociale d'entreprise (RSE)

Les nouvelles évaluations de durabilité de la CEB effectuées par ISS-oekom et Sustainalytics ont, pour la première, relevé la notation de la Banque à B- (statut "Prime") et, pour la seconde, confirmé son rang d'"Outperformer".

La CEB est une organisation dotée d'une mission, qui intègre la RSE à l'ensemble de ses opérations. En sa qualité de banque de développement social, elle cherche tout particulièrement à promouvoir la dimension sociale de la durabilité. Dans le même temps, la Banque est pleinement consciente de l'ampleur et de l'urgence des défis écologiques qui pèsent sur nos sociétés, défis qu'elle s'efforce de relever au travers tant de ses modes de fonctionnement que de ses activités de financement. En pratique, la CEB entend ainsi limiter son empreinte écologique, renforcer l'engagement de ses agents et s'assurer que les projets qu'elle finance améliorent les conditions de vie des Européens et contribuent de façon positive à la résolution des problèmes environnementaux.

L'ensemble des directions et des départements concernés de la Banque sont représentés au sein d'un réseau interne de correspondants RSE, coordonné par le Chargé de la RSE et le Directeur du Département Responsabilité d'Entreprise et Études. Les correspondants se réunissent à intervalle régulier pour débattre de toute question en lien avec la durabilité.

Les performances de la CEB sont évaluées et mesurées à intervalle régulier par des agences de notation extra-financière ou ESG (environnement, social et gouvernance). Fin 2018, à l'issue d'un examen complet des performances de la CEB en matière de responsabilité sociale d'entreprise, ISS-oekom, une agence de notation extra-financière de premier plan, a relevé d'un cran la note de la Banque à B- et confirmé son statut *"Prime"*. Sustainalytics, autre agence de notation extra-financière réputée, a elle aussi revu son évaluation au cours de l'année 2018 et confirmé la CEB en tant qu'*"Outperformer"*.

En 2018, des consultations internes ont été lancées sur la manière d'incorporer, au besoin, les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU au sein du cadre stratégique et des opérations de la Banque.

La contribution globale de la Banque à un développement socialement et écologiquement durable, est retranscrite dans le Rapport 2018 sur la RSE, où figure l'index GRI (*Global Reporting Initiative*).

Ressources humaines

206
agents permanents

33 nationalités

45% d'hommes
55% de femmes

11
ans d'ancienneté en moyenne

Effectifs

La CEB emploie 206 agents permanents, dont 45% d'hommes et 55% de femmes. On dénombre 140 cadres (44% de femmes et 56% d'hommes) et 66 membres du personnel d'appui (77% de femmes et 23% d'hommes).

En moyenne, l'âge des agents de la Banque est de 48 ans, et leur ancienneté de 11 ans. Au terme d'un processus de recrutement amélioré et simplifié, la Banque a accueilli dans ses rangs, en 2018, 18 nouveaux agents parmi lesquels 11 femmes (dont 1 cadre supérieur et 5 cadres) et 7 hommes (dont 6 cadres). La Banque a reçu 1 529 candidatures (772 de femmes et 757 d'hommes) en réponse aux avis de vacance de poste publiés en 2018.

La Banque continue de s'appuyer sur le haut niveau d'expertise de son personnel, qui s'étend au-delà des domaines traditionnels du secteur bancaire que sont la finance, l'économie ou la gestion des risques, pour englober le génie civil, l'éducation, le logement ou encore la gestion de projet.

Stratégie et programme relatifs à l'égalité hommes/femmes

Au fil des années, la Banque, en sa qualité d'organisation internationale, a favorisé une culture de la diversité et de la cohésion tout en s'efforçant de promouvoir les droits et principes énoncés dans l'édition révisée de la Charte sociale européenne. Ainsi, les agents de la CEB ont droit à un traitement équitable, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur des critères tels que l'origine raciale, ethnique ou sociale, la couleur de peau, la nationalité, le handicap, l'âge, la situation maritale ou parentale, le sexe ou l'orientation sexuelle et les opinions politiques, philosophiques ou religieuses.

Qui plus est, en janvier 2018, la CEB a lancé sa stratégie en matière d'égalité hommes/femmes. Celle-ci repose en bonne partie sur la prise en compte d'une enquête interne portant sur les attitudes des agents à l'égard de sujets clés tels que l'égalité salariale, les possibilités de recrutement et de promotion, le développement du leadership et la flexibilité au travail.

La stratégie définit cinq objectifs à atteindre impérativement pour faire de l'égalité hommes/femmes une réalité :

1. compter au moins 40% de femmes parmi les experts et les cadres moyens et supérieurs
2. maintenir l'objectif de recruter au moins 50% de femmes à des postes de cadres supérieurs ces prochaines années en mettant l'accent sur le recrutement et la promotion interne des femmes à des postes d'experts et de cadres moyens et supérieurs
3. accentuer la sensibilisation, par exemple au moyen de la formation des membres du management à l'égalité et la diversité hommes/femmes
4. offrir aux femmes la possibilité d'un accompagnement externe et d'un mentorat interne
5. intégrer les questions d'égalité hommes/femmes dans les politiques et les procédures internes.

Lancement
d'une stratégie en matière d'égalité hommes/femmes

Certification EDGE

En 2018, une autre action stratégique a consisté à adopter EDGE, qui est à la fois une méthodologie internationale d'évaluation et une norme de certification à trois niveaux pour l'égalité hommes/femmes dans les entreprises. La CEB a travaillé avec EDGE afin de déterminer où la Banque se situait concernant l'équilibre et l'égalité entre les sexes, ainsi que les domaines nécessitant une optimisation des pratiques en la matière.

Un rapport d'audit incluant les données issues d'une analyse comparative a été préparé. Il a servi de base à un plan d'action et constitué le premier niveau de la certification EDGE. L'équipe des Ressources Humaines a pour objectif d'atteindre le deuxième niveau de la certification EDGE en 2020.

1er
niveau de la certification EDGE

Annexes projets et prêts

Projets approuvés (par pays)

En milliers d'euros

Pays	2018		2017		Total cumulé 2014-2018	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Albanie					44 630	0,3
Allemagne	380 000	9,7	200 000	5,1	1 232 000	7,9
Belgique			285 000	7,3	591 400	3,8
Bosnie-Herzégovine	4 500	0,1			23 000	0,1
Bulgarie			20 000	0,5	405 000	2,6
Croatie	50 000	1,3	100 000	2,6	190 000	1,2
Chypre					32 000	0,2
Espagne	600 000	15,4	628 000	16,1	2 027 000	13,0
Finlande	220 000	5,6			420 000	2,7
France	42 000	1,1	255 000	6,5	1 252 400	8,0
Géorgie	5 000	0,1			21 500	0,1
Grèce					2 000	0,01
Hongrie	167 000	4,3			282 700	1,8
Irlande			85 000	2,2	518 000	3,3
Islande			10 000	0,3	10 000	0,1
Italie	447 000	11,5	350 000	8,9	947 000	6,1
"l'ex-République yougoslave de Macédoine"					107 000	0,7
Lettonie	15 000	0,4	12 000	0,3	77 000	0,5
Lituanie	15 000	0,4	35 000	0,9	150 000	1,0
Malte			29 000	0,7	29 000	0,2
Moldova (République de)	12 000	0,3			22 000	0,1
Monténégro			40 000	1,0	58 000	0,4
Pays-Bas	400 000	10,3	366 600	9,4	866 600	5,5
Pologne	566 429	14,5	550 000	14,1	2 302 475	14,7
Portugal	145 000	3,7	80 000	2,0	320 000	2,0
République slovaque	50 000	1,3	112 000	2,9	849 500	5,4
République tchèque	300 000	7,7	300 000	7,7	970 000	6,2
Roumanie	179 000	4,6	50 000	1,3	454 000	2,9
Serbie	250 000	6,4			258 000	1,7
Slovénie	50 000	1,3	50 000	1,3	100 000	0,6
Suède			200 000	5,1	360 000	2,3
Turquie			150 000	3,8	700 000	4,5
TOTAL	**3 897 929**	**100,0**	**3 907 600**	**100,0**	**15 622 205**	**100,0**

Prêts décaissés (par pays)

En milliers d'euros

Pays	2018		2017		Total cumulé 2014-2018	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Albanie	13 800	0,5	8 600	0,4	25 392	0,2
Allemagne	163 701	5,9	333 151	14,4	634 652	5,9
Belgique	42 500	1,5	30 000	1,3	380 000	3,5
Bosnie-Herzégovine	13 737	0,5	10 500	0,5	66 237	0,6
Bulgarie	60 000	2,1	105 000	4,5	267 500	2,5
Chypre	14 500	0,5	23 000	1,0	90 500	0,8
Croatie	37 776	1,3	39 266	1,7	240 150	2,2
Espagne	197 000	7,1	314 500	13,7	1 486 500	13,9
Finlande	110 000	4,0	90 000	3,9	360 000	3,3
France	121 830	4,4	219 770	9,5	946 170	8,8
Géorgie	1 323	0,05	1 178	0,1	23 710	0,2
Hongrie	73 287	2,6	73 050	3,2	253 983	2,4
Irlande	85 000	3,1	30 000	1,3	221 000	2,1
Islande			5 000	0,2	5 000	0,05
Italie	212 000	7,6	75 000	3,3	368 000	3,4
"l'ex-République yougoslave de Macédoine"	7 394	0,3	24 722	1,1	71 006	0,7
Lituanie	30 000	1,1	30 000	1,3	100 000	0,9
Moldova (République de)	6 999	0,3	6 616	0,3	22 539	0,2
Monténégro	8 467	0,3	10 850	0,4	30 217	0,3
Pays-Bas	544 517	19,6	50 000	2,2	594 517	5,5
Pologne	550 405	19,8	335 933	14,6	1 742 927	16,3
Portugal			5 000	0,2	36 000	0,3
République slovaque	3 963	0,1	70 500	3,1	604 463	5,6
République tchèque	150 000	5,4	135 000	5,9	660 000	6,2
Roumanie	20 851	0,7	49 266	2,1	191 308	1,8
Serbie	26 000	0,9	37 000	1,6	108 255	1,0
Slovénie	25 000	0,9	30 000	1,3	85 000	0,8
Suède	48 280	1,7			48 280	0,4
Turquie	205 000	7,4	159 289	6,9	1 037 494	9,7
TOTAL	**2 773 329**	**100,0**	**2 302 192**	**100,0**	**10 700 800**	**100,0**

Projets approuvés (par contrepartie)

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant
Allemagne	Ville de Nuremberg	Construction et rénovation d'établissements scolaires, de structures pour la petite enfance et investissements informatiques destinés à faire passer les écoles au numérique.	80 000
	Investitions-und Förderbank des Landes Niedersachsen - NBANK	Financement d'un crédit en faveur d'infrastructures municipales en Basse-Saxe, qui permettra l'attribution de prêts bonifiés aux municipalités et aux entreprises municipales pour les investissements dans les infrastructures municipales et sociales. Les sous-projets devraient répondre aux besoins d'investissements des municipalités les plus urgents en matière d'écoles, de jardins d'enfants, de maisons de retraite ou de centre de soins pour personnes âgées. Ces investissements en faveur de l'aide sociale contribueront à l'intégration à long terme des réfugiés, des migrants, et des demandeurs d'asile.	50 000
	NRW Bank	Construction, réhabilitation et modernisation d'infrastructures scolaires municipales en Rhénanie du Nord-Westphalie. Le programme répondra au besoin d'augmentation de capacité due à l'arrivée récente d'élèves réfugiés tout en conservant et développant les bases nécessaires à l'inclusion, l'intégration et la réussite de l'éducation en milieu scolaire.	200 000
	Thüringer Aufbaubank	Modernisation d'infrastructures urbaines et rurales, notamment en matière d'efficacité énergétique, et soutien à la création d'emplois dans les TPE-PME afin de promouvoir l'attractivité et le développement du Land de Thuringe.	50 000
Bosnie-Herzégovine	Partner Microcredit Foundation	Fournir des fonds à des ménages, des agriculteurs et des micros et petites entreprises pour des projets d'efficacité énergétique afin de les aider à réduire leur consommation d'énergie.	2 500
	MI-BOSPO	Financement partiel de sous-prêts à l'investissement en faveur de très petites entreprises, d'agriculteurs et de ménages dans toute la Bosnie-Herzégovine et qui concerneront essentiellement des femmes.	2 000
Croatie	HBOR	Construction de nouveaux locaux pour les services de gynécologie et de pédiatrie du centre hospitalier clinique de Rijeka et les services auxiliaires.	50 000
Espagne	Communauté autonome de Madrid	Financement partiel des dépenses budgétaires publiques liées aux programmes de santé et de protection sociale destinés aux personnes vulnérables comme les personnes âgées, les victimes de violences sexistes, et les personnes handicapées mentales et physiques.	200 000
	Banco Santander S.A.	Financement partiel de la construction de centrales de production d'énergie renouvelable, comme les centrales photovoltaïques, les parcs éoliens et les centrales à biomasse visant à améliorer la protection de l'environnement et à réduire les émissions de CO_2.	200 000
	Ville de Barcelone	Construction/reconstruction et rénovation d'infrastructures municipales (centres de soins, établissements pour personnes âgées, écoles publiques, crèches, routes locales, espaces publics, équipements sportifs, patrimoine culturel et transport public). Les bénéficiaires sont les 1,6 million d'habitants de la ville de Barcelone, dont plus de 250 000 migrants, qui jouiront de services publics de meilleure qualité et d'un environnement meilleur du fait de la réduction des émissions de CO_2.	100 000
	Nuevo MicroBank	Financement partiel de prêts de MicroBank à des microentreprises et des particuliers, tels que les immigrants ou toute autre personne ayant un accès limité au crédit, dans le but d'inciter à la création d'emplois et de renforcer la cohésion sociale.	100 000
Finlande	Ville de Kuopio	Financement partiel d'investissements municipaux portant sur la rénovation, le réaménagement et l'agrandissement d'équipements existants ainsi que la construction de nouveaux équipements culturels ou dédiés à l'accueil des enfants. Un fois mis en œuvre, ces investissements aideront la ville de Kuopio à rendre les équipements et les services plus accessibles, à inclure l'aspect éco énergétique dans la construction des installations et dans leur utilisation, à introduire de nouvelles technologies dans toute la ville et à promouvoir une utilisation plus efficace et plus partagée des équipements, tout en tenant compte les principes d'économie durable.	50 000
	Ville de Tampere	Financement partiel d'investissements municipaux au bénéfice de nombreuses personnes, majoritairement des enfants, des élèves, des jeunes et des personnes âgées. Parmi les bénéficiaires on comptera aussi des personnes issues de culture étrangère, notamment des réfugiés et/ou des migrants. Le cadre de vie sera agrémenté de prestations modernes pour améliorer les soins médicaux, permettre l'accès à l'éducation et à la garde en journée, bénéficier d'installations sportives et développer la vie culturelle.	60 000
	Ville de Turku	Rénovation et extension d'installations existantes et construction de nouveaux bâtiments dans la ville de Turku. Les bénéficiaires finaux seront les enfants, les jeunes, les familles, les étudiants, le personnel enseignant, les citoyens utilisant les locaux municipaux, les personnes âgées, les personnes handicapées et les seniors vivant dans des résidences avec services.	50 000
	Ville de Vantaa	Investissements en faveur d'infrastructures sociales municipales de la ville de Vantaa pour la construction de nouvelles structures, la remise à neuf, la rénovation ou l'extension d'installations existantes, afin de tenir compte de l'augmentation du nombre de personnes d'origine étrangère. Une part importante des investissements à financer se situe dans des zones accueillant plus de 20% d'étudiants nés à l'étranger.	60 000

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant
France	SAS CYCLHAD	Nouvelle phase d'un projet déjà approuvé en 2013 afin de financer en partie l'acquisition d'un système prototype dans le traitement contre le cancer basé sur l'hadronthérapie, une nouvelle forme de traitement qui est spécifique aux tumeurs résistantes à la chimiothérapie et à la radiothérapie, ou inopérables du fait de leur localisation dans les organes vitaux.	42 000
Géorgie	JSC Credo Bank	Financement partiel d'investissement mis en œuvre par des TPE-PME en zones urbaines et rurales afin de soutenir la création et le maintien d'activités génératrices de revenus le travail indépendant, ainsi que la création et le développement de micros entreprises.	5 000
Hongrie	Magyar Fejlesztési Bank (MFB)	Soutenir des TPE-PME afin de promouvoir la création et le maintien d'emplois par le développement de l'innovation, de l'activité des fournisseurs, et des investissements en matière de protection environnementale, de santé et en faveur du développement rural. Les conditions de vie seront améliorées par le développement d'infrastructures municipales et de transports publics. Quant à l'aspect environnemental, le prêt contribuera au financement de production d'énergie renouvelable. En outre, il financera partiellement les activités du Centre de prêts aux étudiants, en facilitant l'accès des étudiants à des financements préférentiels en Hongrie.	75 000
	Gouvernement	Modernisation et rationalisation des campus sur les sites de l'Université d'éducation physique de Budapest et de l'Université de Pecs.	92 000
Italie	Cassa Depositi e Prestiti S.p.A.	Suite d'un programme de € 150 millions approuvé en 2016. Octroi de financements à des TPE-PME par le biais d'intermédiaires financiers accrédités (prêt et crédit-bail) dans le cadre du Fonds de financement des biens d'équipement de la CDP.	290 000
	Istituto per il Credito Sportivo	Financement partiel de la construction, de l'extension et de la réhabilitation d'installations et d'équipements sportifs municipaux. Les bénéficiaires finaux comprendront une grande part de la population italienne, principalement les habitants des communes, y compris les jeunes et les personnes âgées.	150 000
	Permicro S.p.A.	Les sous-projets incluront (i) des prêts pour aider des micros entreprises à débuter ou développer leurs activités grâce à l'achat de biens et équipements (ii) des prêts aux familles pour aider les groupes de personnes vulnérables lorsqu'elles se trouvent en situation financière précaire face à des dépenses urgentes de santé, de logement ou encore d'éducation. Les bénéficiaires finaux seront des candidats à la création d'entreprises, des groupes vulnérables et en particulier des migrants et des réfugiés qui ont peu ou pas accès au système bancaire traditionnel.	7 000
Lettonie	Université technique de Riga	Deuxième phase du programme Infrastructure pédagogique de l'Université technique de Riga qui inclut la rénovation, la réhabilitation et l'extension des structures existantes, ainsi que construction de nouveaux bâtiments en vue de moderniser et d'agrandir les installations universitaires.	15 000
Lituanie	Šiaulių Bankas	Amélioration et rénovation d'infrastructures municipales, en particulier des mesures d'efficacité énergétique dans les secteurs de l'éducation, de la culture et de la santé. Les bénéficiaires finaux seront les habitants des municipalités concernées qui disposeront à moindre coût de bâtiments municipaux et de services publics de meilleure qualité.	15 000
République de Moldova	Gouvernement	Amélioration de la qualité, ainsi que de l'accès de la population aux services d'urgence par la modernisation de la flotte d'ambulances du Centre national de soins d'urgence pré hospitaliers.	12 000
Pays-Bas	Nationaal Energiebespaarfonds	Projets d'investissement dans l'efficacité énergétique que des propriétaires privés et des syndicats de copropriétaires pourront réaliser grâce à un système d'allocation de prêts à taux bas.	100 000
	Nederlandse Waterschapsbank N.V. (NWB Bank)	Financement de collectivités locales, notamment les autorités municipales et provinciales, ainsi que des organismes publics intervenant dans les domaines du logement social, de la santé, de l'éducation, de la gestion de l'eau et de l'efficacité énergétique. Les ménages à faible revenu et les personnes appartenant à des groupes vulnérables comme les personnes âgées, les personnes handicapées, les réfugiés et les sans-abri qui ne parviennent pas à trouver un logement décent sur le marché.	300 000
Pologne	Santander Leasing S.A.	Financement partiel via le crédit-bail, d'investissements éligibles réalisés par des TPE-PME actives dans toute une série de secteurs d'activité dont la production manufacturière, le transport et le stockage, l'agriculture, la construction, les soins de santé et le commerce de gros.	120 000
	Europejski Fundusz Leasingowy S.A.	Financement partiel, via le crédit-bail, de projets d'investissement éligibles des TPE-PME polonaises actives dans divers secteurs d'activité comme la construction, le commerce de gros, l'industrie, la production manufacturière ou le commerce de détail.	150 000
	Pekao Leasing Sp. zo.o	Investissements éligibles réalisés par des TPE-PME actives dans divers secteurs d'activité comme la construction, le commerce de gros, l'industrie et la production manufacturière, le commerce de détail ou l'agriculture.	150 000

En milliers d'euros

Pays	Emprunteur	Description du projet	Montant
Pologne	Région des Basses Carpates	Financement partiel d'investissements de la région portant sur la rénovation, le réaménagement et l'agrandissement d'équipements existants ainsi que la construction de nouveaux équipements. Les habitants de la Région des Basses-Carpates bénéficieront ainsi de la modernisation des réseaux routiers et ferroviaires régionaux, d'un accès équitable et pour tous à l'offre culturelle et à des infrastructures de santé de meilleure qualité dans toute la région.	42 857
	Région de Podlachie	Financement partiel de projets d'investissement de la région pour la construction de nouvelles routes et la rénovation de routes existantes, le remplacement de la flotte d'autobus à moteur diesel et la modernisation, l'extension et l'amélioration des structures hospitalières et des unités spécialisées.	66 667
	Région de Poméranie	Financement partiel d'investissements de la région pour la rénovation, le réaménagement et l'agrandissement d'équipements existants, ainsi que la construction de nouveaux équipements (réseau routier modernisé et infrastructures de santé de meilleure qualité).	36 905
Portugal	Empresa de Desenvolvimento e Infra-Estruturas do Alqueva S.A. (EDIA)	Les investissements ont pour but l'installation de panneaux solaires flottants afin d'alimenter des stations de pompage d'eau dans le sud-est du Portugal et de réduire à la fois la facture énergétique et l'empreinte écologique des systèmes d'irrigation d'EDIA.	45 000
	Instituição Financeira de Desenvolvimento, S.A.	Donner accès au crédit à des TPE-PME du pays pour leurs investissements productifs et leurs fonds de roulement afin de renforcer leur viabilité, améliorer l'efficacité énergétique, la croissance, la création et le maintien d'emplois.	100 000
République slovaque	Bratislava Water Company, Inc.	Investissements à long terme dans la production et la distribution d'eau, la récupération et le traitement des eaux usées afin d'être en conformité vis-à-vis de la directive-cadre sur l'eau de l'Union européenne. Les investissements incluent ceux relatifs à la réduction des incidents de fuites, ainsi qu'aux mesures d'atténuation du changement climatique. Les bénéficiaires finaux du programme seront les habitants de la région de Bratislava, ainsi qu'une partie de la population des régions de Trnava et de Trenčín.	50 000
République tchèque	Komerčni banka, A.S.	Financement dans la réhabilitation d'infrastructures urbaines et rurales publiques, l'amélioration de la qualité environnementale et l'augmentation de l'efficacité énergétique par le biais de financements relais et de moyennes et longues durées à des établissements opérant dans le secteur environnemental.	100 000
	SG Equipment Finance Czech Republic s.r.o.	Amélioration de la compétitivité des TPE-PME et de l'emploi en République tchèque et en République slovaque par le biais du financement partiel d'actifs productifs fixes ; et revitalisation et modernisation d'infrastructures publiques via le financement partiel d'organismes de transport en commun, qu'ils soient publics, privés ou mixtes.	100 000
	UniCredit Leasing CZ, A.S.	Investissements productifs dans des TPE/PME pour soutenir la création et le maintien d'emplois. Le prêt servira également à améliorer les conditions de vie dans les zones urbaines et rurales en finançant partiellement des investissements pour la revitalisation et la modernisation des transports publics.	100 000
Roumanie	Roma Education Fund Romania	Prêt utilisé par le Roma Education Fund (REF) pour couvrir les besoins de financement relais nécessaires à la mise en œuvre des programmes financés par les subventions UE et EEE / Norvège. Ce programme contribuera à améliorer l'accès des Roms à un enseignement de qualité, à réduire l'abandon scolaire précoce, à moderniser et adapter les méthodes pédagogiques.	2 000
	Gouvernement	Financement partiel de la construction d'une prison de moyenne et haute sécurité à Berceni et d'un établissement au régime carcéral ouvert et semi-ouvert à Unguriu. Le projet prévoit également la construction de bâtiments réservés au personnel pénitentiaire, notamment pour la formation et le perfectionnement professionnel pour à Pantelimon et Rodbav.	177 000
Serbie	Procredit Bank A.D.	Programme visant à promouvoir la création d'emplois et la croissance économique en soutenant les petites et moyennes entreprises en Serbie.	30 000
	Raiffeisen Leasing Serbia d.o.o.	Investissements dans des TPE-PME afin de soutenir la création et le maintien d'emplois sur tout le territoire. Les bénéficiaires finaux seront les employés des TPE-PME et les demandeurs d'emploi.	20 000
	Gouvernement	Amélioration d'infrastructures sanitaires et modernisation d'équipements médicaux et non-médicaux dans des établissements publics de soins d'une vingtaine de villes du pays.	200 000
Slovénie	Fonds pour le logement de la Slovénie	Financement partiel d'investissements tels que des appartements destinés à des jeunes de moins de 30 ans à proximité du campus de l'Université de Ljubljana, ainsi que des appartements en faveur de ménages ayant des revenus faibles à moyens ou de personnes âgées à Ljubljana et à Maribor.	50 000
TOTAL			**3 897 929**

Notes au lecteur

Dénomination

Depuis sa création en 1956, la Banque a connu trois dénominations successives. Depuis le 1er novembre 1999, elle est connue sous le nom de CEB – Banque de Développement du Conseil de l'Europe.

États membres

Au 31 décembre 2018, la Banque compte 41 États membres : Albanie, Allemagne, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kosovo, "l'ex-République yougoslave de Macédoine"*, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldova (République de), Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Saint-Siège, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie.

Statuts

Les premiers statuts ont été adoptés par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe le 16 avril 1956 (résolution (56)9). Les nouveaux statuts, adoptés par le Comité des Ministres le 16 juin 1993 (résolution (93)22) sont entrés en vigueur le 18 mars 1997 après leur ratification par l'ensemble des États membres.

Pays cibles

Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Estonie, Géorgie, Hongrie, Kosovo, "l'ex-République yougoslave de Macédoine"*, Lettonie, Lituanie, Malte, Moldova (République de), Monténégro, Pologne, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Serbie, Slovénie et Turquie.

Projet approuvé

Projet présenté au Conseil d'administration qui en a approuvé le financement.

Prêt décaissé

Prêt effectivement versé au bénéficiaire.

Tranche de prêt

Le financement est versé par tranches, selon l'avancement des travaux, jusqu'au montant du plafond autorisé par le Conseil d'administration.

Engagement de financement

Fraction de projets encore en attente de financement, pour lesquels un contrat-cadre a été signé.

Compte de dividendes sociaux (CDS)

Abondé pour l'essentiel de la part approuvée par les actionnaires des revenus annuels de la Banque affectés à ce compte, il est utilisé pour financer les subventions destinées aux projets à impact social élevé. Celles-ci peuvent prendre la forme de bonifications d'intérêt, d'aide à l'assistance technique, de garanties de prêt ou de contributions.

Encours de prêts

Montant total des prêts décaissés et non encore remboursés.

Capital souscrit

Titres de participation émis par la CEB et souscrits par ses membres.

Capital appelé

Capital total payé et à payer.

Capital appelable

Différence entre le capital souscrit et le capital appelé.

* suite à l'Accord du 17 juin 2018 entré en vigueur le 12 février 2019, tel qu'il a été notifié aux Organisations internationales le 14 février 2019, "l'ex-République yougoslave de Macédoine" est devenue la République de Macédoine du Nord - nom abrégé Macédoine du Nord.

Crédits photos :

Couverture : #MS YAPR ; Wavebreakmedia ; Axel Bueckert ; p. 2-3 : CEB ; p. 9 : Juanmonino ; p. 10-11 : simonkr ; p. 12 : Medvedkov ; p. 13 : Yael Duthilleul ; p. 14 : Maurizio De Conti ; p. 15 : skynesher ; p. 16 : kitthanes ; p. 16 : moomusician ; p. 18 : Simin Zoran ; p. 19 : Piksel ; p. 20-21 : Aldo Amoretti ; p. 22 : Slobodan Vasic ; p. 23 : Sylvie Dupic ; p. 24 : Balsa Rakocevic ; p. 27 : IOM ; p. 28 : RossHelen ; p. 32 : Yuri Arcurs ; p. 34 : Sylvie Dupic

Design **LUCIOLE** • ISSN : 1563-2598

CEB
COUNCIL OF EUROPE DEVELOPMENT BANK
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

55, avenue Kléber
FR-75116 PARIS - FRANCE
Tél. : +33 (0)1 47 55 55 00
Fax : +33 (0)1 47 55 03 38
Swift : CEFPFRPP
www.coebank.org